

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2329

1<sup>er</sup> septembre 2014

### SOMMAIRE

A.F.S. Invest S.A. ....	111750	HB Fonds .....	111751
Arcus Japan Fund .....	111750	Hypotheckenbank Frankfurt International S.A. ....	111757
Arcus Japan Long/Short Fund .....	111750	Joly Beteiligung S.A. ....	111746
Athena Sicav .....	111746	Joy Real Estate S.A. ....	111765
BCB & Partners S.A. ....	111747	Kochab S.A. ....	111766
BIL Auto Lease .....	111764	Kuylenstierna & Skog S.A. ....	111767
Braas Monier Building Group S.A. ....	111789	KVT coinvest S.à r.l. ....	111767
Chalkis Treveris MC S.C.A. ....	111748	Leuwa S.A. ....	111756
Charme Investments S.C.A. ....	111784	Lingerie Gabrièle S.à r.l. ....	111768
Conkrisda (Luxembourg) Sàrl .....	111769	Lingerie Gabrièle S.à r.l. ....	111768
DWS Emerging Sovereign Bond Fund USD .....	111750	Luxco Holdings CEP I (GP) S.A. ....	111746
DWS Emerging Sovereign Bond Fund USD (AUD) .....	111750	LuxZonArt S.à r.l. ....	111768
DWS Global Utility Bond Master Fund ..	111751	Millennium1 Solutions Holdings S.à r.l. ..	111749
DWS G-SIFs Hybrid Bond Fund .....	111751	NS Selection SICAV-SIF .....	111765
DWS Investment S.A. ....	111752	Oyster Asset Management S.A. ....	111752
DWS Osteuropa .....	111751	Partnair Luxembourg S.A. ....	111765
Elke S.à r.l. ....	111747	Pemoli .....	111768
Erste Europäische Pfandbrief- und Kom- munalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg .....	111757	responsAbility SICAV (Lux) .....	111766
Erste Europäische Pfandbrief- und Kom- munalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg .....	111762	Saljoha Holding S.A. ....	111754
Fabergé S.à r.l. ....	111767	SEB JINIFE Global Equity Fund 11 - SICAV - FIS .....	111749
Financière HIME S.A. ....	111767	SEB Optimus II .....	111748
Flaskamp Invest S.A. ....	111751	Selenga S.A. ....	111792
		Spimelux S.A. ....	111792
		Tlux Participations S.A. ....	111765

**Luxco Holdings CEP I (GP) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 161.059.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014087836/9.

(140104505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

**Joly Beteiligung S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 54.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014087806/10.

(140104302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

**Athena Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.027.

Le quorum requis pour voter les points inscrits à l'ordre du jour lors de la première Assemblée Générale du 26 août 2014 n'ayant pas été atteint, une

**SECONDE ASSEMBLEE GENERALE**

est convoquée en date du 6 octobre 2014, à 11 heures, au siège social de la Société, 287, route d'Arlon, L - 1150 Luxembourg. Cette Assemblée pourra délibérer valablement quelle que soit la proportion du capital présent ou représenté sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

Approuver la fusion de la Société dans Hermes Universal, une société d'investissement à capital variable à compartiments multiples organisée suivant la Partie II de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 et ayant son siège social au 287, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg et plus spécifiquement, après avoir entendu :

(i) le rapport du conseil d'administration de la Société expliquant et justifiant le Projet de Fusion publié au Mémorial le 25 juillet 2014 et déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le "Projet de Fusion") ;

(ii) le rapport de révision prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, préparé en relation avec la Société par Deloitte Audit Sàrl ;

1. approuver la fusion proposée telle que détaillée dans le Projet de Fusion ;

2. fixer au 14 octobre 2014 ou à telle autre date déterminée par l'Assemblée Générale Extraordinaire (l'"AGE") des Actionnaires de la Société, sur proposition du président (cette date devant être fixée dans les six mois qui suivent l'AGE) comme date effective de la fusion (ci-après la "Date Effective");

3. approuver qu'à la Date Effective de la fusion, les avoirs et engagements (les "Avoirs") du dernier compartiment de la Société seront transmis de plein droit au compartiment Hermes Money Market d'Hermes Universal;

4. décider qu'à la Date Effective, Hermes Universal émettra aux actionnaires du dernier compartiment de la Société, des actions de classe A, B ou C dans le compartiment Hermes Money Market d'Hermes Universal. Les actionnaires de la Société se verront attribuer des actions d'une des classes d'actions d'Hermes Money Market en fonction du montant investi dans la Société. Le nombre d'actions émises à la Date Effective sera déterminé sur la base de la valeur nette d'inventaire respective des actions de la Société et de celle des actions du compartiment Hermes Money Market d'Hermes Universal à la Date Effective. Les nouvelles actions d'Hermes Universal seront émises dans la forme correspondante (nominative ou au porteur, capitalisante ou distributive) des actions détenues dans la Société à la Date Effective;

5. déclarer qu'à la suite de la fusion, la Société sera dissoute à la Date Effective et que toutes les actions encore en émission seront annulées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire pourra valablement délibérer quelle que soit la portion du capital représentée et les décisions, pour être valablement prises, devront être prises à la majorité des deux-tiers des voix exprimées le jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les actionnaires peuvent voter en personne ou par procuration.

Les actionnaires qui seraient dans l'impossibilité d'assister à cette Assemblée Générale Extraordinaire sont priés de compléter et de signer la procuration disponible sur demande au siège social de la Société et de la retourner au siège social de la Société au plus tard le 2 octobre 2014 à Athena Sicav, à l'attention de Mr Olivier Claren, 287, route d'Arlon L - 1150 Luxembourg.

Les actionnaires qui souhaitent assister à l'Assemblée Générale Extraordinaire sont priés d'en informer le siège social au moins 48h avant la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les documents suivants seront à la disposition des actionnaires de la Société aux fins de consultation et des copies pourront être obtenues par les actionnaires sans frais au siège social de la Société:

- 1) le Projet de Fusion ;
- 2) le rapport sur le projet de fusion prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée, émis en relation avec la Société, par Deloitte Audit Sàrl, le réviseur d'entreprise agréé de la Société;
- 3) les rapports des conseils d'administration de la Société et d'Hermès Universal sur la fusion;
- 4) les rapports financiers contenant les comptes annuels révisés et les rapports annuels des trois derniers exercices de la Société et d'Hermès Universal; et
- 5) le dernier prospectus visé d'Hermès Universal daté d'avril 2014.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014136452/755/55.

---

**BCB & Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 83.095.

—  
EXTRAIT

Le conseil d'administration du 15 mai 2014 a renouvelé le mandat du réviseur d'entreprise:

- PricewaterhouseCoopers S.à r.l, société à responsabilité limitée, cabinet de révision agréé, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, RCS n° B 65.477.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

Luxembourg, le 26 juin 2014.

*Pour BCB & Partners S.A.*

Société anonyme

Référence de publication: 2014089878/15.

(140106931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

---

**Elke S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 157.455.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du Conseil de Gérance tenue en date du 22 mai 2014.*

Il résulte de la réunion du Conseil de Gérance tenue en date du 22 mai 2014 que:

- Le siège social de la société est transféré du 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014.

- Le gérant M. Hendrik H.J. KEMMERLING (gérant de cat. B) est domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1<sup>er</sup> étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014.

Extrait sincère et conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014091001/15.

(140107677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2014.

---

**Chalkis Treveris MC S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 109.796.

Lors de l'assemblée générale tenue le 12 Juin 2014 il a été convenu ce qui suit:

*3. Résolution:*

Les mandats des Commissaires agréés sont renouvelés et prendront fin lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Il adresse de Commissaire José Luis Cotoner change de 24, Avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg a 21, Dorfstrasse, CH - 6390 Engelberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25. Juin 2014.

Référence de publication: 2014089926/15.

(140107048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

**SEB Optimus II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 82.410.

The Extraordinary General Meeting of Shareholders of 26 August 2014 could not be validly held as the required quorum of 50% of the share capital was not reached. You are therefore reconvened to the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of Shareholders of the Company (the "Meeting") which will be held in front of a Luxembourg notary on 1 October 2014 at 14:00 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company. At the Meeting you will be asked to consider, deliberate and vote on the following agenda:

*Agenda:*

1. Change of "Art. 9. Restrictions on ownership" of the Company's articles of incorporation (the "Articles") in order to ensure that the Company may prevent the ownership of shares by any "US Person" as defined in the Articles
2. Change of "Art. 3. Object" which shall henceforth read as follows:  
The main object of the Company is to invest the funds available to it in units of collective investment undertakings, in securities and other assets permitted by law. These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the shareholders the result of the management of the Company's assets.  
The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2010 and by the Law of 2013."
3. Full restatement of the Articles, effective as of 22 July 2014, in light of the requirements under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers

**Quorum and majority**

No quorum is required for this Meeting and the resolutions to amend the articles of incorporation of the Company will be passed by an affirmative vote of two-thirds of the votes cast at the Meeting.

**Voting arrangements**

In case you are not able to attend this Meeting in person please return a proxy form duly completed, dated and signed no later than 30 September 2014 (COB) to the following email address: [sebluxlegalfunds@sebgrouplu](mailto:sebluxlegalfunds@sebgrouplu) and send the original to:

SEB Asset Management S.A.  
SEB Optimus II - EGM AIFMD  
P.O. Box 2053  
L-1020 Luxembourg

Copies of the draft updated articles of incorporation and proxy form

Copies of the draft updated articles of incorporation of the Company as well as the proxy form may be obtained on request, free of charge, from the registered office of the Company.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014136450/755/38.

**Millennium1 Solutions Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 182.371.

—  
EXTRAIT

Par décision en date du 6 décembre 2013, l'associé unique de la société a nommé pour une durée illimitée aux fonctions de Gérant A de la société, Monsieur Thomas WALDMAN, né le 15 novembre 1965 en Californie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant à 4407 Manchester, Ave. Encinitas, CA 92024 USA.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2014091324/13.

(140108020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2014.

**SEB JINIFE Global Equity Fund 11 - SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 133.427.

—  
The Extraordinary General Meeting of Shareholders of 26 August 2014 could not be validly held as the required quorum of 50% of the share capital was not fulfilled. You are therefore reconvened to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company (the "Meeting") which will be held in front of a Luxembourg notary on 1 October 2014 at 14:15 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company. At the Meeting you will be asked to consider, deliberate and vote on the following agenda:

*Agenda:*

1. Change of "Art. 8 Restrictions on ownership" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in order to ensure that the Company may prevent the ownership of shares by any "US Person" as defined in the Articles.
2. Change of "Art. 4 Object of the Company" of the Articles which shall henceforth read as follows:  
"The sole purpose of the Company is to achieve the highest possible income whilst at the same time observing a balanced degree of risk. While doing so, the Company pursues long-term investment objectives. The investment policy principles are set out in Article 20 of these Articles of Association.  
The Company may take any action and execute any transactions that it deems necessary for the fulfilment and development of this purpose, in the broadest sense, in accordance with the Law of 2007 and the Law of 2013."
3. Change of the base language of the Articles from German to English.
4. Full restatement of the Articles, effective as of 22 July 2014, in light of the requirements of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

Quorum and majority

No quorum is required for this Meeting and the resolutions to amend the articles of incorporation of the Company will be passed by an affirmative vote of two-thirds of the votes cast at the Meeting.

Voting arrangements

In case you are not able to attend this Meeting in person please return a proxy form duly completed, dated and signed no later than 30 September 2014 (COB) to the following email address: [sebluxlegalfunds@sebgrouplu](mailto:sebluxlegalfunds@sebgrouplu) and send the original to:

SEB Asset Management S.A.

SEB JINIFE Global Equity Fund 11 - SICAV-FIS - EGM AIFMD

P.O. Box 2053

L-1020 Luxembourg

Copies of the draft updated articles of incorporation and proxy form

Copies of the draft updated articles of incorporation of the Company as well as the proxy form may be obtained on request, free of charge, from the registered office of the Company.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014136451/755/41.

### **Arcus Japan Fund, Fonds Commun de Placement.**

---

Le règlement de gestion au 1<sup>er</sup> septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RBS (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014135146/8.

(140153172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2014.

---

### **Arcus Japan Long/Short Fund, Fonds Commun de Placement.**

---

Le règlement de gestion au 1<sup>er</sup> septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RBS (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014135147/8.

(140153178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2014.

---

### **DWS Emerging Sovereign Bond Fund USD, Fonds Commun de Placement.**

---

Das Verwaltungsreglement - Allgemeiner und Besonderer Teil - DWS Emerging Sovereign Bond Fund USD - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Thomas Festerling / Sven Sendmeyer

*Director / Director*

Référence de publication: 2014127790/11.

(140144647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

---

### **DWS Emerging Sovereign Bond Fund USD (AUD), Fonds Commun de Placement.**

---

Das Verwaltungsreglement - Allgemeiner und Besonderer Teil - DWS Emerging Sovereign Bond Fund USD (AUD) - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Thomas Festerling / Sven Sendmeyer

*Director / Director*

Référence de publication: 2014127794/11.

(140144673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

---

### **A.F.S. Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 39.937.

---

#### *Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 27 juin 2014*

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 juin 2014, les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

Le mandat du commissaire aux comptes Arend Consult est venu à l'expiration, l'assemblée a décidé de le renommer pour une durée de six ans.

Le commissaire aux comptes Arend Consult S.à.r.l. a transféré son siège social à 14, rue de la Gare, L-7535 Mersch.

Le mandat du commissaire aux comptes viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2019.

N. AREND

*Administrateur*

Référence de publication: 2014089775/16.

(140107052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

---

### **HB Fonds, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Unterschriften / Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft / Verwahrstelle

Référence de publication: 2014110176/10.

(140132630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

---

### **DWS G-SIFIs Hybrid Bond Fund, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement - Allgemeiner und Besonderer Teil - DWS G-SIFIS Hybrid Bond Fund - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Thomas Festerling / Sven Sendmeyer

Director / Director

Référence de publication: 2014127791/11.

(140144662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

---

### **DWS Global Utility Bond Master Fund, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement - Allgemeiner und Besonderer Teil - DWS Global Utility Bond Master Fund - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Thomas Festerling / Sven Sendmeyer

Director / Director

Référence de publication: 2014127792/11.

(140144664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

---

### **DWS Osteuropa, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement - Besonderer Teil - DWS Osteuropa - wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Thomas Festerling / Dorothee Wetzell

Director / Managing Director

Référence de publication: 2014127793/11.

(140144667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

---

### **Flaskamp Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2630 Luxembourg, 145, rue de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 157.887.

Le règlement de gestion du fonds commun de placement Kapital all opportunities modifié au 18 août 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, août 2014.

Référence de publication: 2014130625/11.

(140147984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

---

**DWS Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 25.754.

Das Verwaltungsreglement - Allgemeiner und Besonderer Teil - DWS South Africa Rand Short Duration Bond Fund - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Thomas Festerling / Sven Sendmeyer

Director / Director

Référence de publication: 2014127796/13.

(140144676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

**Oyster Asset Management S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: CHF 900.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 74, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 83.117.

L'an deux mille quatorze, le vingt et unième jour du mois de juillet.

Pardevant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «OYSTER ASSET MANAGEMENT S.A.», une société anonyme, constituée et régie selon le droit du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 74, Grand-Rue, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 juillet 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 17 janvier 2002, numéro 91, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 83.117 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 29 septembre 2011, suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 3 novembre 2011, numéro 2663.

L'actionnaire unique de la Société expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

Financière Syz & Co S.A., société anonyme de droit suisse, ayant son siège social à Baarestrasse 112, CH-6302 Zoug (Suisse) et inscrite au Registre du commerce de Zoug sous le numéro CH-660.1.815.996-5, est l'actionnaire unique de la Société;

dûment représentée par Monsieur Florent Denys, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration reçue à Genève, le 21 juillet 2014;

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'actionnaire unique de la Société se considérant comme étant dûment convoqué et informé de l'ordre du jour suivant, l'assemblée générale extraordinaire peut avoir lieu sans avis de convocation.

(i) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Agenda*

1. Approuver les modifications des articles 3, 16 et 21 des statuts de la Société afin de refléter les dispositions de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs telles que plus amplement reflétées dans le projet de statuts consultable au siège social de la Société;

2. Renouveler pour une période de cinq ans à dater de la publication de l'acte modificatif des statuts de la Société l'autorisation et le mandat donnés au conseil d'administration de la Société:

- d'augmenter le capital en une ou plusieurs tranche(s) successive(s) par l'émission d'actions nouvelles à souscrire en espèces, par apport en nature, par compensation de créances ou par capitalisation des profits ou réserves;

- de fixer la date et le lieu d'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de souscription et de paiement des nouvelles actions;

conformément à l'article 5 des statuts de la Société;

3. Divers.

Par conséquent, Financière Syz & Co S.A., agissant en sa capacité d'actionnaire unique de la Société, prend les décisions suivantes:

### Première résolution

L'actionnaire unique note que les dispositions de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs («Loi de 2013») sont devenues applicables à la Société à compter du 22 juillet 2013.

L'actionnaire unique décide de modifier les statuts de la Société pour se conformer aux exigences imposées par la Loi de 2013, comme décrit ci-dessous:

a) L'actionnaire unique décide d'approuver la modification de l'article 3 des statuts comme suit:

«La Société a pour objet la gestion collective de portefeuille d'un ou plusieurs (i) organismes de placement collectif en valeurs mobilières, autorisés conformément à la Directive 2009/65/CE du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières, telle qu'elle peut être modifiée de temps à autre («OPCVM»), (ii) fonds d'investissement alternatifs au sens de la Directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, telle qu'elle peut être modifiée de temps à autre («FIA») et (iii) d'autres fonds d'investissement luxembourgeois et étrangers qui ne relèvent pas de cette Directive («OPC») (ensemble les «Fonds») pour le compte de leur porteurs de parts ou de leurs actionnaires, conformément aux dispositions du chapitre 15 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif telle qu'elle peut être modifiée de temps à autre (la «Loi de 2010») et de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, telle qu'elle peut être modifiée de temps à autre (la «Loi de 2013»).

La Société peut également agir en tant que conseiller de tels Fonds en ce qui concerne la gestion de leurs actifs et leur promotion.

La gestion collective de portefeuille de Fonds comprend les fonctions suivantes mentionnées à l'annexe II de la Loi de 2010 et à l'annexe I de la Loi de 2013 à savoir:

- la gestion des investissements comprenant la gestion de portefeuille et la gestion des risques. A ce titre, la société de gestion pourra, pour le compte des Fonds, (i) fournir tout conseil en investissement ou prendre toute décision d'investissement, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer tout type de valeurs mobilières et/ou d'autres types d'actifs autorisés, (iv) exercer tout droit de vote relatif aux titres détenus par les Fonds;

- l'administration. Cette fonction comprend les activités mentionnés sous «Administration» à l'annexe II de la Loi de 2010 et à l'annexe I de la Loi de 2013 à savoir (i) les services juridiques et de gestion comptable des Fonds, (ii) les demandes de renseignement des clients, (iii) l'évaluation des portefeuilles et détermination de la valeur des parts ou actions des Fonds (y compris les aspects fiscaux), (iv) le contrôle du respect des dispositions réglementaires, (v) la tenue des registres des porteurs de parts ou actionnaires des Fonds, (vi) la répartition des revenus, (vii) l'émission et rachat de parts ou actions des Fonds, (viii) le dénouement des contrats (y compris envoi des certificats) et (ix) enregistrement et conservation des opérations.

- La commercialisation des parts/actions des Fonds au Luxembourg et à l'étranger.

- Les activités liées aux actifs d'un FIA, à savoir l'exécution des services nécessaires pour que soient remplis les devoirs fiduciaires de la Société, et assurés la gestion des infrastructures, les activités d'administration des immeubles, le conseil aux entreprises concernant la structure du capital, la stratégie industrielle et les questions connexes, le conseil et les services concernant les fusions et les acquisitions, et d'autres services liés à la gestion du FIA et des sociétés et autres actifs dans lesquels il a investi.

La Société pourra fournir tout ou partie de ces activités pour des OPCVM, OPC et FIA luxembourgeois et étrangers (la gestion des FIA couvrant au moins la gestion de portefeuille et/ou la gestion des risques) ou pour d'autres sociétés de gestion ou gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs en tant que déléguée.

La Société peut fournir des services à Luxembourg et à l'étranger et peut notamment à cette fin établir des bureaux de représentation et/ou des succursales.

La Société peut en outre, à titre accessoire, gérer ses propres actifs et poursuivre toute activité qui se révèle directement ou indirectement entrer dans l'accomplissement de son objet social dans les limites des dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»), du chapitre 15 de la Loi de 2010 et de la Loi de 2013.»

b) L'actionnaire unique décide d'approuver la modification du premier paragraphe de l'article 16 des Statuts comme suit:

«Les opérations de la Société et sa situation financière, notamment l'établissement des comptes et l'émission de ses déclarations fiscales et autres rapports requis par la loi luxembourgeoise seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé ("réviseur d'entreprises agréé") qui remplira les critères de la loi luxembourgeoise quant à l'honorabilité et l'expérience professionnelle ainsi que toutes les fonctions prescrites par la Loi de 2010 et la Loi de 2013.

[...]

c) L'actionnaire unique décide d'approuver la modification de l'article 21 des Statuts comme suit:

«Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi de 1915 ainsi qu'à celles de la Loi de 2010 et de la Loi de 2013.»

111754

*Deuxième résolution*

L'actionnaire unique décide de renouveler pour une période de cinq ans à dater de la publication de cet acte modificatif des statuts de la Société l'autorisation et le mandat donnés au conseil d'administration de la Société:

- d'augmenter le capital en une ou plusieurs tranche(s) successive(s) par l'émission d'actions nouvelles à souscrire en espèces, par apport en nature, par compensation de créances ou par capitalisation des profits ou réserves;
  - de fixer la date et le lieu d'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de souscription et de paiement des nouvelles actions;
- conformément à l'article 5 des statuts de la Société.

*Dépenses*

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges de toute forme incombant à la Société suite à cet acte sont estimés approximativement à mille cent euros (EUR 1100,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. DENYS, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 23 juillet 2014. Relation: DIE/2014/9385. Reçu soixante-quinze (75,-) euros

*Le Receveur (signé) pd: RECKEN.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014109802/121.

(140130624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

**Saljoha Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 161.055.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre juillet.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SALJOHA HOLDING S.A., avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg numéro B 161055, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 mai 2011, publié au Mémorial C numéro 1812 du 9 août 2011 et dont les statuts ont été modifiés par devant le notaire instrumentant en date du 31 juillet 2012, publié au Mémorial C numéro 2087 du 23 août 2012 La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de mille euros (1.000 €) afin de le réduire de trente-sept mille euros (37.000 €) à trente-six mille euros (36.000 €);
2. Approbation du Montant Disponible déterminé par les administrateurs de la Société;
3. Rachat et annulation de mille (1.000) actions avec une valeur nominale de un euros (1,- €) chacune composant les actions de Classe G de la Société conformément à l'article 16 des statuts de la Société;
4. Modification subséquente des articles 5 et 16 des statuts de la Société en vue de refléter la réduction du capital social de la Société;
5. Divers.

Après que l'agenda ait été approuvé par l'assemblée, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

*Première résolution*

Il est décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de EUR 1.000,- (mille Euros), afin de le réduire de son montant actuel de EUR 37.000,- (trente-sept mille Euros) à EUR 36.000,- (trente-six mille Euros), par le rachat de la totalité d'une classe d'actions conformément à l'article 5 de ses statuts.

*Seconde résolution*

Il est décidé d'approuver le Montant Disponible (comme défini à l'article 19 modifié des statuts de la Société) tel que déterminé par les administrateurs à un montant de EUR 6.451.085,90.

*Troisième résolution*

L'ensemble des conditions de l'article 5 modifié des statuts de la Société étant rempli, il est décidé de racheter, à un prix de rachat de EUR 6451,08 par action l'ensemble des 1.000 (mille) actions de Classe G d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune, suivi de l'annulation de toutes les 1.000 (mille) actions de classe G.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent, étant entendu que le remboursement ne peut avoir lieu que trente (30) jours après la publication du présent acte au Mémorial C.

*Quatrième résolution*

En conséquence des résolutions qui précèdent, il est décidé de modifier les articles 5 et 16 des statuts de la Société afin qu'ils soient lu comme suit:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à EUR 36.000,- (trente-six mille Euros) représenté par 36.000 (trente-six mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune.

Ces actions se divisent comme suit:

- 31.000 (trente et un mille) actions de classe A;
- 1.000 (mille) actions de classe B;
- 1.000 (mille) actions de classe C;
- 1.000 (mille) actions de classe D;
- 1.000 (mille) actions de classe E;
- 1.000 (mille) actions de classe F;

Toute référence faite aux "actions" ci-après devra être formulée en tant que référence à la Classe d'actions A et/ou B et/ou C et/ou D et/ou E et/ou F dépendant du contexte.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Le capital de la société peut être réduit par l'annulation d'actions, voire d'une ou de plusieurs classes d'actions par le remboursement et l'annulation de toutes les actions émises dans la (les) classe(s) concernée(s). L'annulation et le remboursement de classes d'actions devra être réalisé dans l'ordre alphabétique inversé (en commençant par la classe F).

Dans le cas d'une réduction de capital par remboursement et annulation d'une classe d'actions (dans l'ordre alphabétique inversé), la classe d'actions concernée donnera droit à ses propriétaires, au prorata de leur participation dans cette classe, au Montant Disponible (limité toutefois au Montant Total d'Annulation, tel que déterminé par l'Assemblée Générale des Actionnaires). Chaque propriétaire d'actions de la classe concernée aura le droit de recevoir de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Action pour chaque action annulée de la classe concernée.

La Valeur d'Annulation par Action sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre d'actions émises dans la classe d'actions à annuler et rembourser.

Le Montant Total d'Annulation devra être déterminé par le Conseil d'Administration et approuvé par l'Assemblée Générale sur base des comptes intérimaires. Le Montant Total d'Annulation des classes F, E, D, C, B, et A sera le Montant Disponible de la classe d'actions concernée au moment de l'annulation de la classe d'action à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, étant entendu que le Montant Total d'Annulation ne peut jamais être supérieur à ce Montant Disponible.

Une fois les actions de la classe concernée annulées et remboursées, la Valeur d'Annulation par Action devient due et payable par la Société.

" **Art. 16.** Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

Les détenteurs d'actions de Classe A, B, C, D, E, et F bénéficieront d'un droit garanti de percevoir, au prorata, un dividende préférentiel représentant 0.25% de la valeur nominale des actions émises par la société. Si les résultats de la société ne permettent pas au cours d'un exercice de procéder au paiement de ce dividende préférentiel, celui-ci sera automatiquement reporté à l'exercice suivant. Les revenus supplémentaires disponibles à distribution, s'il y en a, seront attribués aux détenteurs d'actions de Classe F.

Dans le cas de figure où il n'y aurait, exceptionnellement, plus de détenteurs d'actions de Classe F dans la société, les détenteurs d'actions de Classe E bénéficieraient d'un droit garanti de percevoir les revenus supplémentaires disponibles à distribution, s'il y en a, après le paiement, au prorata, des dividendes préférentiels des détenteurs d'actions de Classe A, B, C, D, et E.

Dans le cas de figure où il n'y aurait, exceptionnellement, plus de détenteurs d'actions de Classe F et E dans la société, les détenteurs d'actions de Classe D bénéficieraient d'un droit garanti de percevoir les revenus supplémentaires disponibles à distribution, s'il y en a, après le paiement, au prorata, des dividendes préférentiels des détenteurs d'actions de Classe A, B, C, et D.

Dans le cas de figure où il n'y aurait, exceptionnellement, plus de détenteurs d'actions de Classe E, F et D dans la société, les détenteurs d'actions de Classe C bénéficieraient d'un droit garanti de percevoir les revenus supplémentaires disponibles à distribution, s'il y en a, après le paiement, au prorata, des dividendes préférentiels des détenteurs d'actions de Classe A, B, et C.

Dans le cas de figure où il n'y aurait, exceptionnellement, plus de détenteurs d'actions de Classe D, E, F et C dans la société, les détenteurs d'actions de Classe C bénéficieraient d'un droit garanti de percevoir les revenus supplémentaires disponibles à distribution, s'il y en a, après le paiement, au prorata, des dividendes préférentiels des détenteurs d'actions de Classe A et B.

Dans le cas de figure où il n'y aurait, exceptionnellement, plus de détenteurs d'actions de Classe C, D, E, F et B dans la société, les détenteurs d'actions de Classe A bénéficieraient d'un droit garanti de percevoir les revenus supplémentaires disponibles à distribution, s'il y en a.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la réduction de son capital, s'élève à environ mille six cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster; date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Henri DA CRUZ, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 28 juillet 2014. Relation GRE/2014/2976. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014127446/124.

(140144094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

---

#### **Leuwa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 80.824.

Il résulte d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 20.06.2014 que Monsieur Aloyse Wagner, né le 24.08.1954 à Troisvierges et demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper est nommé Président du Conseil d'Administration pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24.06.2014.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014091263/14.

(140107694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2014.

---

**Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg, Société Anonyme,**

**(anc. Hypothekenbank Frankfurt International S.A.).**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 30.469.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am vierzehnten August,

Vor der unterzeichnenden Notarin Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg, handelnd als Vertretung der Notarin Joëlle Baden, mit Amtssitz in Luxemburg, welche augenblicklich verhindert ist und Depositär dieser Urkunde bleibt,

findet statt die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft HYPOTHEKENBANK FRANKFURT INTERNATIONAL S.A., mit Sitz in 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg, Sektion B unter Nr. B 30.469 (die „Gesellschaft“), gegründet gemäß Urkunde, aufgenommen durch Notar Me Frank Baden vormals mit Amtssitz in Luxemburg, am 24. April 1989 und veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nr. 200 vom 20. Juli 1989. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 1. August 2013 abgeändert gemäß Urkunde, aufgenommen durch Notar Me Joëlle Baden, mit Amtssitz in Luxemburg, und veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nr. 2495 vom 8. Oktober 2013.

Die Generalversammlung wird eröffnet um 14.45 Uhr.

Als Vorsitzender der Generalversammlung amtiert Herr Dr. Bernhard Weber mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, der, Frau Marie Kaiser mit beruflicher Anschrift in Luxemburg zum Schriftführer bestellt.

Die Generalversammlung ernennt Herrn Cyrille de Crozals mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, als Stimmzähler.

Der Vorsitzende bittet den Notar, Folgendes festzuhalten:

I. Die bei der Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien wurden auf einer von den anwesenden Aktionären und den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre unterzeichneten Anwesenheitsliste eingetragen.

II. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft in Höhe von zweihundertvierunddreißig Millionen sechshunderteinunddreißigtausend Euro (EUR 234.631.000,-), eingeteilt in zweihundertvierunddreißigtausend sechshunderteinunddreißig (234.631) voll eingezahlte Aktien zu je eintausend Euro (EUR 1.000,-) bei dieser außerordentlichen Generalversammlung vertreten ist. Der Alleinaktionär der Gesellschaft wurde im Vorfeld der Generalversammlung über die Tagesordnung informiert und erklärte, dass auf eine förmliche Einberufung der Generalversammlung verzichtet werden kann. Die gegenwärtige Generalversammlung ist somit ordnungsgemäß zusammengesetzt und beschlussfähig.

III. Folgende Punkte stehen zur Tagesordnung der Generalversammlung:

1. Genehmigung des gemeinsamen Verschmelzungsplans zwischen der Gesellschaft und der Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg („EEPK“) und Durchführung der Verschmelzung der EEPK mit der und auf die Gesellschaft als übernehmende Gesellschaft.

2. Bestätigung, dass die Übertragung der aktiven und passiven Vermögenswerte der EEPK an die Gesellschaft zum IFRS-Buchwert erfolgen soll.

3. Abänderung bzw. Neufassung der Satzung mit Wirkung zum 1. September 2014 in folgenden Punkten:

- Änderung des Namens der Gesellschaft in „Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg“ (Artikel 1),

- Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft (Artikel 5) in Folge der Übertragung der Aktiva und Passiva der EEPK auf die Gesellschaft im Rahmen der Verschmelzung für einen Gesamtbetrag von dreihundertneunundsechzigtausend Euro (EUR 369.000,-) mit Ausgabe von dreihundertneunundsechzig (369) neuen Aktien zu je tausend Euro (EUR 1.000,-), welche die gleichen Rechte und Pflichten haben wie die bestehenden Aktien,

- Änderung der Vergütung für die Mitglieder des Verwaltungsrates (Artikel 14),

- Streichung von Artikel 22, letzter Satz,

- Streichung von Artikel 23, Satz 2, Buchstabe b), letzter Halbsatz,

- Streichung von Artikel 23, Satz 2, Buchstabe c).

- Änderung der Bestimmung, die es Aktionären, die ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, erlaubt den Verwaltungsrat zur Einberufung einer Generalversammlung aufzufordern (Artikel 26).

4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates, deren Mandat zum 31. Juli 2014 geendet hat beziehungsweise zum 31. August endet.

5. Ernennung der folgenden Personen als Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. September 2014 für eine Dauer bis zur Generalversammlung, die die Jahresabschlüsse des Jahres 2014 genehmigt:

- Herr Manfred Bier;

- Herr Gerard J. Bais;

- Herr Ansgar Herkert.

6. Feststellung, dass die Verschmelzung nach übereinstimmender Beschlussfassung des Alleinaktionärs der EEPK und der Gesellschaft zum 1. September 2014 wirksam sein wird.

IV. Dem Alleinaktionär der Gesellschaft standen seit dem 4. Juli 2014 gemäß Artikel 267 (1) (a) und (b) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung die folgenden Dokumente am Sitz der Gesellschaft zur Einsichtnahme zur Verfügung:

- gemeinsamer Verschmelzungsplan zwischen der Gesellschaft und der Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunal-kreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg, einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 25, rue Edward Steichen, Luxemburg und eingetragen beim Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 68.470 („EEPK“) zur Verschmelzung der EEPK mit der und auf die Gesellschaft (der „Verschmelzungsplan“);

- Jahresabschlüsse und Geschäftsberichte der Gesellschaft und der EEPK der letzten drei Geschäftsjahre und

- Bericht eines unabhängigen Wirtschaftsprüfers zur vorgesehenen Sacheinlage der gesamten Aktiva und Passiva der EEPK in die Gesellschaft.

V. Der Alleinaktionär der Gesellschaft und der EEPK hat in Übereinstimmung mit Artikel 266 (5) des Gesetzes auf die Untersuchung des Verschmelzungsplans durch einen unabhängigen Prüfer sowie auf die Erstellung eines Berichts durch einen solchen unabhängigen Prüfer verzichtet. Weiterhin hat der Alleinaktionär in Übereinstimmung mit Artikel 265 (3) des Gesetzes auf die Erstellung eines Verschmelzungsberichtes der Verwaltungsräte der miteinander verschmelzenden Gesellschaften verzichtet.

VI. Der Verschmelzungsplan wurde durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft und den Verwaltungsrat der EEPK am 30. Juni 2014 unterzeichnet und am 4. Juli 2014 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1729 veröffentlicht, gemäß Artikel 262 (1) des Gesetzes.

VII. Nach Feststellung der obigen Punkte fasst die Generalversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt mit Wirkung zum 1. September 2014, den Verschmelzungsplan, wie er im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1729 vom 4. Juli 2014 veröffentlicht wurde, vollständig und ohne Ausnahmen und Vorbehalte zu genehmigen und der Verschmelzung der EEPK mit der und auf die Gesellschaft zuzustimmen.

Vor diesem Hintergrund beschließt die Generalversammlung mit Wirkung zum 1. September 2014, die Übertragung aller aktiven und passiven Vermögenswerte der EEPK in ihrer Gesamtheit an die Gesellschaft durchzuführen. Des Weiteren beschließt die Generalversammlung, die Übertragung aller aktiven und passiven Vermögenswerte der EEPK in ihrer Gesamtheit an die Gesellschaft, mit buchhalterischer Wirkung zum 1. Januar 2014 durchzuführen.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung bestätigt, dass die aktiven und passiven Vermögenswerte der EEPK, wie im Verschmelzungsplan vorgesehen, zu deren IFRS-Buchwert übertragen werden sollen.

Die Generalversammlung beschließt mit Wirkung zum 1. September 2014, dass als Gegenleistung für die Übertragung aller aktiven und passiven Vermögenswerte der EEPK dreihundertneunundsechzig (369) neue Aktien zu je eintausend Euro (EUR 1.000,-) der Gesellschaft an den Alleinaktionär ausgegeben werden sollen und beschließt mit Wirkung zum 1. September 2014, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft im Rahmen einer Kapitalerhöhung durch die Ausgabe von dreihundertneunundsechzig (369) Aktien zu je eintausend Euro (EUR 1.000,-) an den Alleinaktionär um einen Gesamtbetrag von dreihundertneunundsechzigtausend Euro (EUR 369.000,-), von zweihundertvierunddreißig Millionen sechshunderteinunddreißigtausend Euro (EUR 234.631.000,-) auf zweihundertfünfunddreißig Millionen Euro (EUR 235.000.000,-) zu erhöhen.

Die neuen Aktien der Gesellschaft sollen ab dem 1. September 2014 das Recht zur Beteiligung an den seit dem 1. Januar 2014 erzielten Ergebnissen der Gesellschaft verleihen. Die neuen Aktien werden die Form von Namensaktien haben und ihre Eintragung in das Aktionärsregister der Gesellschaft wird mit Wirkung zum 1. September 2014 erfolgen.

Die Generalversammlung erkennt an, dass alle neu auszugebenden Aktien mit Wirkung zum 1. September 2014 wie folgt gezeichnet werden:

COMMERZBANK Aktiengesellschaft, eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts mit Sitz in Frankfurt am Main, Deutschland, eingetragen beim Handelsregister der Amtsgerichts Frankfurt am Main unter HRB 32000, einzige Aktionärin der EEPK, hier vertreten durch Herrn Dr. Bernhard Weber gemäß privatschriftlicher Vollmacht vom 6. August 2014, erklärt, alle dreihundertneunundsechzig (369) neu auszugebenden Aktien der Gesellschaft mit einem Nennwert von je eintausend Euro (EUR 1.000,-) zu zeichnen.

COMMERZBANK Aktiengesellschaft, Alleinaktionärin der Gesellschaft, vorbenannt, als Zeichnerin der neu auszugebenden Aktien der Gesellschaft erklärt daraufhin des Weiteren, dass gemäß Artikel 266 (3) des Gesetzes PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, Luxemburg („PwC“), als unabhängiger Wirtschaftsprüfer („réviseur d'entreprises agréé“) ernannt wurde und gemäß Artikel 26-1 des Gesetzes einen Bericht verfasst hat, der eine Beschreibung der

vorgesehenen Einlage durch die COMMERZBANK Aktiengesellschaft der gesamten Aktiva und Passiva der EEPK in die Gesellschaft und die angewandte Bewertungsmethode enthält (der „Sacheinlagebericht zur Kapitalerhöhung“).

Im Sacheinlagebericht zur Kapitalerhöhung kommt PwC zu der folgenden Schlussfolgerung:

„Auf der Grundlage unserer Prüfung sind uns keine Sachverhalte bekannt geworden, die uns zu der Annahme veranlassen, dass der Gesamtwert der Sacheinlage nicht mindestens der Anzahl und dem Nennwert der als Gegenleistung auszubehenden Aktien entspricht.“

Vorbezeichnete Vollmacht und der Sacheinlagebericht zur Kapitalerhöhung bleiben, nachdem diese „ne varietur“ durch die Erschienenen und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurden, gegenwärtiger Urkunde beigelegt.

Die Generalversammlung beschließt, der Zeichnung der neuen Aktien durch die COMMERZBANK Aktiengesellschaft zuzustimmen und mit Wirkung zum 1. September 2014 dreihundertneunundsechzig (369) voll eingezahlte neue Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Euro (EUR 1.000,-) an die COMMERZBANK Aktiengesellschaft auszugeben.

#### *Dritter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt mit Wirkung zum 1. September 2014, die Satzung der Gesellschaft in Artikel 1, Artikel 5, Artikel 14, Artikel 22, Artikel 23 b), Artikel 23c) und Artikel 26 abzuändern und wie folgt neu zu fassen, um die zuvor gefassten Beschlüsse wiederzugeben:

#### **Name - Sitz - Zweck - Dauer.**

**Art. 1.** Zwischen den Gesellschaftern besteht eine luxemburgische Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft, die den Namen "Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg" führt.

**Art. 2.** Der Zweck der Gesellschaft besteht in dem Betreiben aller Geschäfte, die einer Hypothekenbank gemäß dem Gesetz vom 21. November 1997 zu den Emissionsbanken von Pfandbriefen in der jeweils gültigen Fassung gestattet sind.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg. Er kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats jederzeit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Falls durch politische Ereignisse oder höhere Gewalt die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz behindert oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Verwaltungsrat den Sitz der Gesellschaft provisorisch in ein anderes Land verlegen. Sobald es die Umstände erlauben, muss er eine Generalversammlung einberufen, die gemäß den gesetzlichen Bestimmungen zu beschließen hat, ob die vorgenommene Sitzverlegung endgültig ist oder ob der Sitz wieder nach Luxemburg zurückverlegt wird. Während der provisorischen Verlegung behält die Gesellschaft die luxemburgische Nationalität und bleibt der luxemburgischen Gesetzgebung unterworfen.

**Art. 4.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

#### **Gesellschaftskapital.**

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zweihundertfünfunddreißig-millionen Euro (EUR 235.000.000,-) und ist eingeteilt in zweihundertfünfunddreißigtausend (235.000) Aktien zu je eintausend Euro (EUR 1.000,-). Die Aktien sind voll eingezahlt.

#### **Aktien.**

**Art. 6.** Die Aktien lauten auf Namen.

Am Sitz der Gesellschaft wird über die Namensaktien ein Register geführt, in das jeder Aktionär jederzeit Einsicht nehmen kann. Die Eintragung umfasst unter anderem die genaue Bezeichnung jedes Aktionärs, die Angabe der Zahl seiner Aktien und der geleisteten Zahlungen sowie die Übertragungen mit dem jeweiligen Datum.

**Art. 7.** Das Eigentum an einer Namensaktie wird durch die Eintragung in das Aktienregister festgestellt. Auf Wunsch wird den Aktionären ein Zertifikat über die Eintragung ausgestellt. Es können auch Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgegeben werden.

**Art. 8.** Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die von dem Veräußerer und dem Erwerber oder deren Bevollmächtigten unterzeichnet wird. Die Übertragung wird in das Aktienregister eingetragen.

#### **Verwaltungsrat.**

**Art. 9.** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet; die genaue Zahl wird durch die Generalversammlung, die sie bestellt, festgelegt.

**Art. 10.** Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, außer solchen, die durch Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind. Er kann insbesondere Beteiligungen übernehmen, Schuldscheine oder Schuldverschreibungen mit oder ohne Sicherheit ausgeben, die Löschung von Privilegien, Hypotheken und Auflösungsrechten bewilligen, Schulden nachlassen, über irgendetwas geartete Interessen der Gesellschaft Vergleiche abschließen und Niederlassungen im In- und Ausland errichten. Der durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern vertreten.

**Art. 11.** Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch die Generalversammlung bestellt. Die Amtszeit der Mitglieder des Verwaltungsrates darf sechs Jahre nicht überschreiten und beginnt mit dem Ende der ordentlichen Generalversammlung, durch die sie gewählt werden, und endet am Schluss der ordentlichen Generalversammlung für das letzte Geschäftsjahr, für das sie gewählt sind. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können beliebig wiedergewählt werden. Sie können jederzeit mit oder ohne Grund durch eine Generalversammlung abberufen werden.

**Art. 12.** Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates frei, so können unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 11 die verbleibenden Mitglieder gemäß den gesetzlichen Bestimmungen das frei gewordene Amt vorläufig besetzen. Die endgültige Wahl wird durch die Generalversammlung bei ihrem nächsten Zusammentreffen vorgenommen.

**Art. 13.** Die Mitglieder des Verwaltungsrates brauchen nicht Aktionäre zu sein.

**Art. 14.** Die Gesellschaft erstattet den Mitgliedern des Verwaltungsrates ihre in Zusammenhang mit der Ausübung des Mandats angefallenen Auslagen. Eine darüber hinausgehende Verwaltungsrats-Vergütung wird nicht gezahlt.

**Art. 15.** Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und dessen Stellvertreter.

**Art. 16.** Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder, im Falle seiner Verhinderung, durch seinen Stellvertreter beziehungsweise ein anderes Mitglied einberufen. In die Einladung ist die Tagesordnung aufzunehmen.

Die Sitzungen des Verwaltungsrates können am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort stattfinden.

**Art. 17.** Jedes Mitglied kann sich bei der Sitzung des Verwaltungsrates aufgrund einer Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates vertreten lassen. Die Vollmacht kann auch privatschriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm oder Telekopie erteilt werden.

**Art. 18.** Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

**Art. 19.** Der Verwaltungsrat fasst seine Beschlüsse mit Zustimmung von mindestens der Hälfte seiner anwesenden und vertretenen Mitglieder. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Bei besonderer Dringlichkeit kann auch über nicht in der Tagesordnung angekündigte Gegenstände gültig verhandelt oder beschlossen werden.

**Art. 20.** Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder, bei dessen Verhinderung, seines Stellvertreters beziehungsweise eines Mitgliedes des Verwaltungsrates können Beschlüsse auch auf schriftlichem, telegrafischem oder fernmündlichem Wege oder per Telekopie gefasst werden, wenn kein Mitglied des Verwaltungsrates diesem Verfahren widerspricht.

**Art. 21.** Über die Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates sind Protokolle zu führen, die vom Vorsitzenden und einem Mitglied des Verwaltungsrates zu unterzeichnen sind. Auch über die Beschlüsse gemäß Artikel 20 ist ein Protokoll anzufertigen.

**Art. 22.** Aus den Mitgliedern des Verwaltungsrates kann ein Exekutivausschuss gebildet werden, dem neben dem Vorsitzenden und seinem Stellvertreter maximal zwei weitere Mitglieder angehören.

Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft auf den Exekutivausschuss, auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates oder auf Personen, die nicht dem Verwaltungsrat angehören (Delegierte), übertragen. Zeichnungsbefugt für die tägliche Geschäftsführung sind jeweils zwei Mitglieder des Verwaltungsrates, ein Verwaltungsratsmitglied zusammen mit einem Delegierten oder zwei Delegierte gemeinsam.

### Generalversammlung.

**Art. 23.** Die Generalversammlung befindet über alle Angelegenheiten, die laut Gesetz oder Satzung in ihre Zuständigkeit fallen.

Insbesondere sind der Generalversammlung folgende Befugnisse vorbehalten:

- a) die Satzung zu ändern;
- b) Mitglieder des Verwaltungsrates zu bestellen und abzurufen;
- c) die Berichte des Verwaltungsrates entgegenzunehmen;
- d) die jährliche Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zu genehmigen;
- e) die Mitglieder des Verwaltungsrates zu entlasten;
- f) über die Verwendung des Jahresergebnisses zu beschließen;
- g) die Gesellschaft aufzulösen.

**Art. 24.** Am 31. März eines jeden Jahres jeweils um elf Uhr findet die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre am Sitz der Gesellschaft oder einem anderen in der Einladung angegebenen Ort statt.

Ist dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg, so wird die Generalversammlung am nächsten Bankarbeitstag abgehalten.

**Art. 25.** Es können jederzeit weitere Generalversammlungen an beliebigen Orten innerhalb des Großherzogtums Luxemburg einberufen werden.

In den in Artikel 3 Absatz 2 vorgesehenen Fällen kann die Generalversammlung auch im Ausland abgehalten werden.

**Art. 26.** Die Generalversammlung kann durch den Verwaltungsrat einberufen werden. Sie muss mit einer Frist von einem Monat einberufen werden, wenn Aktionäre, die mindestens ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals vertreten, dies in einem schriftlichen, die Tagesordnung enthaltenden Gesuch an den Verwaltungsrat verlangen.

**Art. 27.** Die Einberufungen zu Generalversammlungen erfolgen gemäß Artikel 70 des luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich der Änderungsgesetze. Die Einberufungen können durch Einschreibebriefe erfolgen.

Sind alle Aktionäre in der Generalversammlung anwesend oder vertreten, so kann auf eine förmliche Einberufung verzichtet werden.

**Art. 28.** Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Generalversammlung teilzunehmen.

Ein Aktionär kann sich aufgrund einer Vollmacht, die auch privatschriftlich erteilt werden kann, durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten für eine beliebige Zahl von Aktien vertreten lassen.

**Art. 29.** Jede Aktie verfügt über eine Stimme.

Beschlüsse, die keine Satzungsänderungen zum Gegenstand haben, können auch dann gültig gefasst werden, wenn nicht die Hälfte der Aktionäre anwesend oder vertreten ist.

Mitglieder des Verwaltungsrates sind bei Beschlüssen über die Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder nicht stimmberechtigt. Sie dürfen sich dabei auch nicht durch Dritte vertreten lassen.

#### **Rechnungslegung, Jahresergebnis.**

**Art. 30.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 31.** Jedes Jahr erstellt der Verwaltungsrat ein Inventar mit der Angabe der beweglichen und unbeweglichen Werte und ein Verzeichnis aller Forderungen und Verbindlichkeiten. Außerdem sind die Verbindlichkeiten der Direktoren und der Mitglieder des Verwaltungsrates gegenüber der Gesellschaft anzugeben.

Der Verwaltungsrat stellt die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung mit den erforderlichen Abschreibungen auf.

Jährlich wird wenigstens ein Zwanzigstel des Reingewinns vorweg dem gesetzlichen Reservefonds zugewiesen, bis der Reservefonds den zehnten Teil des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

**Art. 32.** Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung müssen binnen vierzehn Tagen nach ihrer Genehmigung durch die Generalversammlung durch den Verwaltungsrat gemäß Artikel 75 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich der Änderungsgesetze zur Veröffentlichung eingereicht werden.

In der Veröffentlichung ist das Datum der Veröffentlichung der Gründungsurkunde der Gesellschaft anzugeben.

Im Anschluss an die Bilanz werden Namen, Vornamen, Beruf und Wohnsitz der zu diesem Zeitpunkt amtierenden Mitglieder des Verwaltungsrates und etwaige Neuernennungen veröffentlicht sowie die von der Generalversammlung beschlossene Verwendung des Gewinns.

**Art. 33.** Falls die Generalversammlung beschließt, ausschüttbare Beträge zu verteilen, so entfallen sie gleichmäßig auf die ausgegebenen Aktien.

**Art. 34.** Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden.

Zur Liquidation wird ein oder mehrere Liquidator(en) durch die Generalversammlung bestellt, die dessen/deren Befugnisse und Vergütung festsetzt.

**Art. 35.** Nach Zahlung aller Schulden und Lasten der Gesellschaft dient der verbleibende Restbetrag zur Rückzahlung der auf die Aktien geleisteten Zahlungen.

#### **Schlussbestimmung.**

**Art. 36.** Ergänzend verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich der Änderungsgesetze.

##### *Vierter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, die Mitglieder des Verwaltungsrates, deren Mandat zum 31. Juli geendet hat beziehungsweise zum 31. August 2014 endet, zu entlasten.

##### *Fünfter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, die folgenden Personen mit Wirkung zum 1. September 2014 für eine Dauer bis zur Generalversammlung, die den Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 genehmigt, als weitere Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft zu ernennen:

- Herr Manfred Bier, Head of Treasury Hypothekenbank Frankfurt/Deutsche Schiffsbank/Cisal, geboren am 14. Mai 1962 in Hambach (Deutschland), mit Berufsadresse in D-60327 Frankfurt, Mainzer Landstrasse;
- Herr Gerard Jan Bais, Bankangestellter, geboren am 21. Dezember 1961 in Haarlem (Niederlande), mit Berufsadresse in L-2540 Luxemburg, 25, rue Edward Steichen;
- Herr Ansgar Herkert, Bankangestellter, geboren am 8. Juni 1968 in Frankfurt am Main (Deutschland), mit Berufsadresse in D-65760 Eschborn, 5, Helfmann-Park.

#### *Sechster Beschluss*

Die Generalversammlung stellt fest, dass nach übereinstimmender Beschlussfassung zur Umsetzung der Verschmelzung durch den Alleinaktionär der EEPK im Rahmen einer am heutigen Tag abgehaltenen außerordentlichen Generalversammlung die Verschmelzung mit Wirkung zum 1. September 2014 wirksam sein wird.

#### *Feststellung*

Der unterzeichnende Notar stellt die Existenz und die Rechtmäßigkeit der Urkunden und der Formalitäten, die durch die Gesellschaft und EEPK im Hinblick auf die Verschmelzung unterzeichnet worden sind, fest.

#### *Steuerliche Bestimmungen*

Die Verschmelzung wird steuerlich neutral durchgeführt gemäß Artikel 170 (2)-(4)-(5) des Einkommensteuergesetzes. Die Verschmelzung ist mehrwertsteuerfrei gemäß Artikel 9 (2) und 15 (2) des Mehrwertsteuergesetzes.

#### *Kosten und Auslagen*

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der Beurkundung der Verschmelzung entstehen, werden auf ungefähr zweitausendfünfhundert Euro (EUR 2500,-) geschätzt.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung stehen, wird die Generalversammlung geschlossen.

#### *Bevollmächtigung*

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten ("clerc de notaire") der Notarin Joëlle Baden Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Aufgenommen wurde die Urkunde zu Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung der Urkunde durch den Notar gegenüber den ihm nach Namen, gebräuchlichem Vornamen und Wohnort bekannten Vertretern der erschienenen Aktionärin, haben dieselben diese Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Dr. B. WEBER, M. KAISER, C. DE CROZALS und M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A. C., le 18 août 2014. LAC / 2014 / 38764. Reçu soixante-quinze euros 75,-

*Le Receveur (signé):* THILL Irène.

-FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. August 2014.

Référence de publication: 2014131296/304.

(140148767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

### **Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxemburg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 68.470.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am vierzehnten August,

Vor der unterzeichnenden Notarin Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg, handelnd als Vertretung der Notarin Joëlle Baden, mit Amtssitz in Luxemburg, welche augenblicklich verhindert ist und Depositär dieser Urkunde bleibt,

fand statt die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft ERSTE EUROPÄISCHE PFANDBRIEF- UND KOMMUNALKREDITBANK AKTIENGESELLSCHAFT IN LUXEMBURG, mit Sitz in 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg, Sektion B unter Nr. B 68.470 (die „Gesellschaft“), gegründet unter dem Namen „Europäische Pfandbriefbank S.A.“ gemäß Urkunde, aufgenommen durch Notar Me Jean-Paul Hencks vormals mit Amtssitz in Luxemburg, am 16. Februar 1999 und veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nr. 146 vom 6. März 1999. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 22. April 2010 abgeändert gemäß Urkunde, aufgenommen durch Notar Me Gérard Lecuit, mit Amtssitz in Luxemburg, und veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nr. 1252 vom 16. Juni 2010.

Die Generalversammlung wird eröffnet um 14.30 Uhr.

Als Vorsitzender der Versammlung amtiert Herr Dr. Bernhard Weber mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, der, Frau Marie Kaiser mit beruflicher Anschrift in Luxemburg zum Schriftführer bestellt.

Die Generalversammlung ernennt Herrn Cyrille de Crozals mit beruflicher Anschrift in Luxemburg als Stimmenzähler. Der Vorsitzende bittet den Notar, Folgendes festzuhalten:

Die bei der Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien wurden auf einer von den anwesenden Aktionären und den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre unterzeichneten Anwesenheitsliste eingetragen.

Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft in Höhe von zweihundert Millionen Euro (EUR 200.000.000,-), eingeteilt in zwanzigtausend (20.000) voll eingezahlte Aktien zu je zehntausend Euro (EUR 10.000,-) bei dieser außerordentlichen Generalversammlung vertreten ist. Der Alleinaktionär der Gesellschaft wurde im Vorfeld der Generalversammlung über die Tagesordnung informiert und erklärte, dass auf eine förmliche Einberufung der Generalversammlung verzichtet werden kann. Die gegenwärtige Generalversammlung ist somit ordnungsgemäß zusammengesetzt und beschlussfähig.

Folgende Punkte stehen zur Tagesordnung der Generalversammlung:

Genehmigung des gemeinsamen Verschmelzungsplans zwischen Hypothekenbank Frankfurt International S.A. („HFI“) und der Gesellschaft und Durchführung der Verschmelzung der Gesellschaft mit der und auf die HFI als übernehmende Gesellschaft mit anschließender Auflösung der Gesellschaft ohne Abwicklung.

Bestätigung, dass die Übertragung der aktiven und passiven Vermögenswerte der Gesellschaft an die HFI zum IFRS-Buchwert erfolgen soll.

Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft für die Ausübung ihres Mandates.

Feststellung, dass die Verschmelzung nach übereinstimmender Beschlussfassung des Alleinaktionärs der HFI und der Gesellschaft zum 1. September 2014 wirksam sein wird.

Dem Alleinaktionär der Gesellschaft standen seit dem 4. Juli 2014 gemäß Artikel 267 (1) (a) und (b) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung die folgenden Dokumente am Sitz der Gesellschaft zur Einsichtnahme zur Verfügung:

gemeinsamer Verschmelzungsplan zwischen der Gesellschaft und der Hypothekenbank Frankfurt International S.A. einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 25, rue Edward Steichen, Luxemburg und eingetragen beim Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 30.469 („HFI“) zur Verschmelzung der Gesellschaft mit der und auf die HFI (der „Verschmelzungsplan“); und

Jahresabschlüsse und Geschäftsberichte der Gesellschaft und der HFI der letzten drei Jahre.

Der Alleinaktionär der Gesellschaft und der HFI hat in Übereinstimmung mit Artikel 266 (5) des Gesetzes auf die Untersuchung des Verschmelzungsplans durch einen unabhängigen Prüfer sowie auf die Erstellung eines Berichts durch einen solchen unabhängigen Prüfer verzichtet. Weiterhin hat der Alleinaktionär in Übereinstimmung mit Artikel 265 (3) des Gesetzes auf die Erstellung eines Verschmelzungsberichtes der Verwaltungsräte der miteinander verschmelzenden Gesellschaften verzichtet.

Der Verschmelzungsplan wurde durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft und den Verwaltungsrat der HFI am 30. Juni 2014 unterzeichnet und am 4. Juli 2014 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1729 veröffentlicht, gemäß Artikel 262 des Gesetzes.

Nach Feststellung der obigen Punkte fasst die Generalversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt mit Wirkung zum 1. September 2014, den Verschmelzungsplan, wie er im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1729 vom 4. Juli 2014 veröffentlicht wurde, vollständig und ohne Ausnahmen und Vorbehalte zu genehmigen und die Verschmelzung der Gesellschaft mit der und auf die HFI, sowie der Auflösung der Gesellschaft ohne Abwicklung, zuzustimmen.

Vor diesem Hintergrund beschließt die Generalversammlung mit Wirkung zum 1. September 2014, die Übertragung aller aktiven und passiven Vermögenswerte der Gesellschaft in ihrer Gesamtheit an die HFI durchzuführen. Des Weiteren beschließt die Generalversammlung, die Übertragung aller aktiven und passiven Vermögenswerte der Gesellschaft in ihrer Gesamtheit an die HFI, mit buchhalterischer Wirkung zum 1. Januar 2014 durchzuführen.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung bestätigt, dass die aktiven und passiven Vermögenswerte der Gesellschaft, wie im Verschmelzungsplan vorgesehen, zu deren IFRS-Buchwerten an die HFI übertragen werden sollen.

Die Generalversammlung beschließt mit Wirkung zum 1. September 2014, anzuerkennen, dass als Gegenleistung für die Übertragung aller aktiven und passiven Vermögenswerte der Gesellschaft dreihundertneunundsechzig (369) neue Aktien zu je eintausend Euro (EUR 1.000,-) von der HFI an den Alleinaktionär der Gesellschaft ausgegeben werden sollen.

111764

*Dritter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, die Mitglieder des Verwaltungsrates, deren Mandat mit Wirkung zum Verschmelzungsstichtag 1. September 2014 endet, und den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft für die Ausübung ihrer jeweiligen Mandate zu entlasten.

*Vierter Beschluss*

Die Generalversammlung stellt fest, dass die Verschmelzung am 1. September 2014 wirksam sein wird; aufschiebend bedingt durch entsprechende Beschlussfassung mit Wirkung zum 1. September 2014 durch die Generalversammlung der HFI wird die Gesellschaft zu existieren aufhören und alle von ihr ausgegebenen Aktien werden infolge der Auflösung der Gesellschaft ohne Abwicklung annulliert.

*Feststellung*

Der unterzeichnende Notar stellt die Existenz und die Rechtmäßigkeit der Urkunden und der Formalitäten, die durch die Gesellschaft und HFI im Hinblick auf die Verschmelzung aus- bzw. durchgeführt worden sind, fest.

*Steuerliche Bestimmungen*

Die Verschmelzung wird steuerlich neutral durchgeführt gemäß Artikel 170 (2)-(4)-(5) des Einkommensteuergesetzes. Die Verschmelzung ist mehrwertsteuerfrei gemäß Artikel 9 (2) und 15 (2) des Mehrwertsteuergesetzes.

*Kosten und Auslagen*

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der Beurkundung der Verschmelzung entstehen, werden auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (EUR 2000,-) geschätzt.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung stehen, wird die Versammlung geschlossen.

*Bevollmächtigung*

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten („clerc de notaire“) der Notarin Joëlle Baden Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Aufgenommen wurde die Urkunde zu Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung der Urkunde durch den Notar gegenüber den ihm nach Namen, gebräuchlichem Vornamen und Wohnort bekannten Vertretern der erschienenen Aktionärin, haben dieselben diese Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Dr. B. WEBER, M. KAISER, C. DE CROZALS und M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 18 août 2014. LAC/2014/38769. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Releveur (signé): THILL Irène.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. August 2014.

Référence de publication: 2014131213/107.

(140148766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

---

**BIL Auto Lease, Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 157.398.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2014*

*Quatrième résolution:*

L'assemblée générale désigne la société Ernst & Young SA, dont le siège social est établi 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2 à L-5365 Munsbach, comme réviseur agréé de BIL Auto Lease à partir de l'exercice comptable débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2015.

Luxemburg, le 30 mai 2014.

Marcel LEYERS / Charlotte LIES

Administrateur-Délégué / Directeur

Référence de publication: 2014089891/16.

(140106946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

---

**Joy Real Estate S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 116.623.

Le domiciliataire EASIT SA, dénonce avec effet immédiat, le siège social de la société JOY REAL ESTATE SA, RC Luxembourg n° B 116623 qui n'est plus au 60 Grand-rue L-1660 Luxembourg.

Luxembourg, le 19 juin 2014.

EASIT S.A.

Référence de publication: 2014087808/10.

(140103631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

**NS Selection SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 156.485.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014087920/11.

(140104383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

**Tlux Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 105.278.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 10 septembre 2014 à 9.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et son approbation.
2. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes.
3. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2013.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
5. Divers.

Référence de publication: 2014130408/16.

**Partnair Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 85.314.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 10 septembre 2014 à 13:45 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Ratification de la reconduction tacite des mandats des Administrateurs
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Nominations Statutaires
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014133473/795/17.

**Kochab S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 164.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014087820/10.

(140103679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

**responsAbility SICAV (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 121.154.

The Company's shareholders (the "Shareholders") are invited to an extraordinary general meeting to be held at 11 a.m. on September 16, 2014 at the Company's registered office.

As the quorum requirement of at least one half of the share capital of the Company has not been met at the first extraordinary general meeting of Shareholders that has taken place on July 23, 2014 the Shareholders are invited to attend and vote at the Company's

**SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of Shareholders (the "Extraordinary General Meeting") which will be held on *September 16, 2014* at 11 a.m. at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, with the purpose of amending the articles of incorporation of the Company (the "Articles of Incorporation").

The items on the agenda of this Extraordinary General Meeting are as follows:

*Agenda:*

1. Amendments, updates and corrections to the following in the Articles of Incorporation: Art. 1 ("Name"), Art. 4 ("Registered office"), Art. 5 ("Capital and Bearer Certificates"), Art. 6 ("Replacement of Certificates"), Art. 7 ("Restrictions on Ownership"), Art. 8 ("U.S. Persons"), Art. 9 ("Powers of the General Meeting"), Art. 10 ("General Meeting"), Art. 11 ("Convening of Meetings and Quorum"), Art. 12 ("Board of Directors"), Art. 13 ("Regulations of the Board of Directors"), Art. 14 ("Powers of the Board of Directors"), Art. 16 ("Conflicts of Interest"), Art. 19 ("Audit"), Art. 20 ("Share Buybacks"), Art. 21 ("Calculation of Net Asset Value"), Art. 22 ("Subscription Price"), Art. 23 ("Financial Year"), Art. 24 ("Dividends"), Art. 25 ("Custodian Bank"), Art. 26 ("Dissolution of the Company"), Art. 27 ("Amendments to the Articles of Incorporation") and Art. 28 ("Miscellaneous") in order to take account of the Company's legal status as an alternative investment fund within the meaning of the Luxembourg law of July 12, 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 2013").
2. Replacement of the reference to the Luxembourg law of December 20, 2002 on undertakings for collective investment in Article 3 of the Articles of Incorporation ("Object") by a reference to the Luxembourg law of December 17, 2010 on undertakings for collective investment (the "Law of 2010"). Article 3 of the Articles of Incorporation therefore reads as follows:

"The exclusive object of the Company is to invest the funds at its disposal in transferable securities of all types and in other legally permissible investment vehicles with a view to spreading investment risks and providing its shareholders with the returns generated by the management of its portfolio.

The Company may take such measures and engage in such transactions as it deems necessary in order to achieve and promote its purpose and in doing so may make full use of the framework permitted by part II of the law of December 17, 2010."

The Extraordinary General Meeting may validly deliberate, regardless of the proportion of the capital represented. The items on the agenda of the Extraordinary General Meeting require a minimum majority of two-thirds of the votes cast.

Shareholders who cannot attend personally the Extraordinary General Meeting may vote by proxy forms which are available at the registered office of the Company. In order to be taken in consideration, the proxies duly completed and signed must be received at the registered office of the Company, at least 3 calendar days prior to the meeting.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014129072/755/44.

**Kuylenstierna & Skog S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.  
R.C.S. Luxembourg B 74.203.

Le Bilan et l'affectation des résultats au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014087822/10.

(140104371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

---

**KVT coinvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CHF 879.340,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 136.676.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014087823/10.

(140104296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

---

**Financière HIME S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 180.846.

*Extrait de l'assemblée générale des associés du 12 juin 2014*

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de gérants de M Jean Peyrelevade, Mr Jérôme Le Conte, Mr Pierre Bour, Mr Yvan Juchem, Mr Dan Schweizer and of NATIXIS TRUST (représentée par Mme Evelyne Etienne) pour une période prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31.12.2014.

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé dont le siège social est situé 400 Route d'Esch L-1471 Luxembourg pour une période prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31.12.2014.

Pour extrait

FIDUPAR

Référence de publication: 2014090108/16.

(140107047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

---

**Fabergé S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 148.063.

*Extrait des résolutions des gérants*

En date du 25 juin 2014, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse du gérant de catégorie B suivant avec effet immédiat:

Intertrust Management (Luxembourg) S. à r.l., 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2014.

Sophie Zintzen

*Mandataire*

Référence de publication: 2014090105/18.

(140107050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

---

**Lingerie Gabrièle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5550 Remich, 30A, rue de Macher.  
R.C.S. Luxembourg B 167.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014087828/10.

(140104368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

**Lingerie Gabrièle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5550 Remich, 30A, rue de Macher.  
R.C.S. Luxembourg B 167.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014087829/10.

(140104369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

**Pemoli, Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 60.794.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société  
Un administrateur*

Référence de publication: 2014087953/11.

(140103928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

**LuxZonArt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6440 Echternach, 49, rue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 184.895.

*Résolutions prises lors de l'assemblée générale du 13 juin 2014*

S'est réuni au siège de la société, le 13 juin 2014 à 12H30, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "LuxZonArt S.AR.L.", pour prendre les résolutions suivantes:

*Résolution 1*

Suite aux cessions de parts sociales signée le 13 juin 2014, il est constaté que Monsieur Volodymyr Shevchuk, né le 3 juillet 1981 à Ivano-FranMvsk (Ukraine), domicilié à L-6440 Echternach, 6 rue de la Gare, détient dorénavant seul l'intégralité des 100 parts sociales dans le capital de la société LuxZonArt S.à r.l..

*Résolution 2*

L'assemblée accepte la démission de Madame Maria Clementina Pombo Goncalves, née le 23 juillet 1966 à Viçosa (Portugal), domiciliée à L-6440 Echternach, 6 rue de la Gare, avec effet au 13 juin 2014 du poste de gérante administrative de la société LuxZonArt S.à r.l..

Le 13 juin 2014.

Pour extrait conforme  
Les membres du bureau  
Volodymyr Shevchuk / Claude Karp / Maria Clementina POMBO GONCALVES  
*Président / Secrétaire / Scrutateur*

Référence de publication: 2014087839/23.

(140104085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

**Conkrisda (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2153 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 188.295.

—  
STATUTES

This twenty-seventh day of June two thousand fourteen before me, Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

appeared:

Sophie Henryon, private employee, with professional address at my office, 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, acting in her capacity as representative duly authorised in writing of:

Helge Friedrich Urban Kristinus, retiree, born on 7 September 1942 in Danzig (Germany), residing at Via Serenella 4, 6976 Castagnola, Switzerland (the "Member"), being the sole member of:

Conkrisda (Bermuda) Limited, an exempted company limited by shares under the laws of Bermuda, having its registered office at Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda, registered with the Bermuda Registrar of Companies under number EC 2218 (the "Company").

The person appearing is personally known to me, notary, and the power of attorney to the person appearing is initialled *ne varietur* by the person appearing and by me, notary, and is annexed hereto.

The person appearing declared and requested me, notary, to record the following:

*Resolutions*

The Member, exercising the powers reserved for and vested in the general meeting, resolved:

i. to change the nationality of the Company and, to this end, to have the Company renounce its current nationality and adopt Luxembourg nationality;

ii. that the Company be and is hereby converted into and continued as a limited liability company under the laws of Luxembourg and, to this end, that the principal place of business, head office (place of central management), registered office and domicile of the Company, including its centre of main interests within the meaning of Council Regulation (EC) No. 1346-2000 of 29 May 2000 on insolvency proceedings, be and are hereby transferred to 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

iii. to remove all incumbent members of the Company's administrative, management and supervisory bodies from office along with all other officers of the Company;

iv. to convert the forty-seven thousand five hundred (47,500) existing ordinary shares in the share capital of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD 1.00) each, into:

- twenty thousand five hundred (20,500) ordinary shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered 1 through 20500;

- three thousand (3,000) class A preference shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered A1 through A3000;

- three thousand (3,000) class B preference shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered B1 through B3000;

- three thousand (3,000) class C preference shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered C1 through C3000;

- three thousand (3,000) class D preference shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered D1 through D3000;

- three thousand (3,000) class E preference shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered E1 through E3000;

- three thousand (3,000) class F preference shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered F1 through F3000;

- three thousand (3,000) class G preference shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered G1 through G3000;

- three thousand (3,000) class H preference shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered H1 through H3000; and

- three thousand (3,000) class I preference shares, with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each, numbered I1 through I3000,

and to fix the share capital of the Company at forty-seven thousand five hundred Canadian dollars (CAD 47,500.00); and

v. to change the name of the Company to Conkrisda (Luxembourg) Sàrl and to amend and restate the articles of association of the Company as follows:

## ARTICLES OF ASSOCIATION

### Part 1. Interpretation.

#### Art. 1. Defined terms and interpretation.

1.1 In these articles, unless the context otherwise requires:

"Commercial Companies Act 1915" means the Act concerning commercial companies of 10 August 1915, as amended from time to time;

"distribution" means a transfer of money or other property by the company to a member in relation to the shares held by such member, whether as a share of profits, return of capital or other equity contribution or otherwise, but excluding for the avoidance of doubt repayment of loans and other advances and payment of interest thereon;

"equity available for distribution" means, at any given time, the aggregate of the current year profit or loss, accumulated, realised profits and any distributable reserves, less accumulated, realised losses and the amount to be transferred to the statutory reserve subject to and in accordance with Article 14.2;

"final dividend" means a dividend determined by reference to profit set forth in the company's annual accounts as approved by the general meeting;

"group company" in relation to a legal entity, includes any (direct or indirect) parent company of such entity, with or without legal personality, and any (direct or indirect) subsidiary of any such parent company, with or without legal personality, and unless the context otherwise requires it means a group company of the company itself;

"management board" means the management board of the company or, where the context so requires, if the company only has one manager, the sole manager;

"manager" means a manager of the company;

"member" means a holder of one or more shares and as such a member of the company;

"ordinary resolution" means a resolution of the members that is passed by members representing more than half of the share capital or by a simple majority of votes cast, subject to and in accordance with Articles 12.8 and 12.10;

"partial liquidation amount" in relation to a cancellation of an entire class of shares, means the amount determined by the management board not exceeding the sum of the equity available for distribution, the share capital represented by the class of shares being cancelled and a proportional part of the statutory reserve;

"quasi-premium" means equity contributed without allotment of securities in consideration thereof (within the meaning of the Grand Ducal Regulation defining the contents and presentation of a standard chart of accounts of 10 June 2009);

"share" means a share in the share capital of the company, irrespective of its class;

"special resolution" means any resolution of the members other than an ordinary resolution and unless otherwise specified it is a resolution passed by a majority of members in number representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital; and

"statutory reserve" means the reserve to be maintained subject to and in accordance with article 197 of the Commercial Companies Act 1915.

1.2 Where the context so admits or requires, defined terms denoting the singular include the plural and vice versa and words denoting the masculine, feminine or neuter gender include all genders.

1.3 Unless the context otherwise requires, words and expressions contained in these articles bear the same meaning as in the Commercial Companies Act 1915 as at the date of the coming into effect of the relevant provisions of the articles.

1.4 The articles may incorporate any document by reference regardless of its source and either as it exists on any given date or as amended and restated from time to time, including a shareholders agreement, but documents do not become articles of association in and of themselves because they are incorporated by reference.

1.5 The invalidity or unenforceability of any provision of these articles shall not affect the validity or enforceability of the remaining provisions of the articles.

### Part 2. General characteristics, Share capital and shares.

#### Art. 2. Legal form, name, objects, registered office.

2.1 The company is a limited liability company under the Commercial Companies Act 1915 and is incorporated for an indefinite term.

2.2 The name of the company is: Conkrisda (Luxembourg) Sàrl

2.3 The objects of the company are to acquire participations in companies and undertakings of whatever form, in Luxembourg and abroad, and to manage the same as well as to do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

The objects of the company include participating in the creation, development, management and control of any company or undertaking.

The objects of the company include acquiring, by subscription, purchase, exchange or in any other manner, any stock, shares and other equity securities, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any claims against and securities and financial instruments issued by any public or private body.

In furtherance of its objects, the company may borrow in any form, except by way of public offering of debentures, and finance its subsidiaries and other group companies as well as third parties and it may give guarantees and provide security for its own obligations as well as those of group companies and third parties, including by pledging or otherwise encumbering its assets.

2.4 The registered office of the company is situated in the City of Luxembourg.

### **Art. 3. Share capital.**

3.1 The share capital of the company is forty-seven thousand five hundred Canadian dollars (CAD 47,500.00), divided into forty-seven thousand five hundred (47,500) fully paid shares in registered form with a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1.00) each as follows:

- twenty thousand five hundred (20,500) ordinary shares;
- three thousand (3,000) class A preference shares (the "Class A Shares");
- three thousand (3,000) class B preference shares (the "Class B Shares");
- three thousand (3,000) class C preference shares (the "Class C Shares");
- three thousand (3,000) class D preference shares (the "Class D Shares");
- three thousand (3,000) class E preference shares (the "Class E Shares");
- three thousand (3,000) class F preference shares (the "Class F Shares");
- three thousand (3,000) class G preference shares (the "Class G Shares");
- three thousand (3,000) class H preference shares (the "Class H Shares"); and
- three thousand (3,000) class I preference shares (the "Class I Shares" and together with the Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares and Class H Shares, the "Preference Shares").

The rights and obligations attached to the classes of shares shall be identical except to the extent expressly otherwise provided by these articles.

3.2 The company must issue each member, on demand and free of charge, with one or more certificates in respect of the shares which that member holds.

3.3 The company may acquire its own shares and hold them in treasury. Except in the case of acquisition for no consideration, shares may only be acquired pursuant to a unanimous members' resolution at the recommendation of the management board and subject to and in accordance with the Commercial Companies Act 1915.

3.4 Where shares are to be repurchased or acquired for value, the management board shall draw up interim accounts and Article 15.2 shall apply mutatis mutandis.

3.5 Repurchased shares are immediately treated as though they are cancelled and until the actual cancellation of such shares, all rights attached thereto, including without limitation voting rights and rights to receive distributions of whatever nature, shall be suspended. The rights attached to shares held in treasury and shares held by subsidiaries of the company shall likewise be suspended.

3.6 Members have no pre-emption right in respect of an issue of new shares.

### **Art. 4. Register of members, transfer and transmission of shares.**

4.1 The company shall maintain a register within the meaning of article 185 of the Commercial Companies Act 1915. No fee may be charged for registering any instrument of transfer or other document relating to or affecting title to any share and the company may retain any instrument of transfer which is registered.

4.2 The shares are indivisible and where a share is held by more than one person, those persons shall be regarded as one member in relation to the company. They shall exercise their rights through a common representative and shall notify the company of the name of the common representative and any change thereto. Until the initial notification by the joint holders, the rights attached to such share shall be suspended.

4.3 Shares of any class may only be transferred, whether to a member or a non-member, simultaneously with a proportionate number of shares of each other class held by the transferring member. Subject to the foregoing, shares are freely transferable among members but shares cannot be transferred to non-members, unless the transfer has been approved by special resolution that is carried by one or more members representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

4.4 For the avoidance of doubt, an entry in the register in respect of a transfer of shares shall be signed or initialled *in varietur* by a manager, whether manually, in facsimile or by means of a stamp, and neither the transferor nor the transferee shall be required to sign the relevant entry.

4.5 If shares are transmitted by operation of law, including by reason of death or merger or division of a member, the rights attached to such shares shall be suspended until the transmission has been approved by one or more members

representing at least seventy-five percent (75%) of the other shares in the company. No approval shall be required where shares are transmitted to any legal heirs or a surviving spouse of a deceased member.

### **Part 3. Management and decision-making process.**

#### **Art. 5. Managers.**

5.1 The management of the company is the responsibility of one or more managers. If two or more managers are in office they shall together constitute a management board, which board may exercise all powers not reserved by law or these articles to the general meeting or any other body of the company.

5.2 A majority of the managers of the company must be Luxembourg residents.

5.3 Managers are appointed by the general meeting and may be suspended or removed from office at any time by the general meeting, with or without cause. Both natural persons and legal entities can be appointed as managers. The general meeting shall fix the managers' remuneration, if any.

#### **Art. 6. Decision-making by managers.**

6.1 Any manager can call a meeting of the management board by giving notice of the meeting to the other managers.

6.2 Notice of a meeting must indicate:

(a) its proposed date and time;

(b) where it is to take place; and

(c) if it is anticipated that managers participating in the meeting will not be in the same place, how it is proposed that they should communicate with each other during the meeting.

6.3 Notice of a meeting must be given to each manager but need not be in writing. Notice of a meeting need not be given to managers who waive their entitlement to notice of that meeting, by giving notice to that effect to the company either before or after the date on which the meeting is held. Where such notice is given after the meeting has been held that does not affect the validity of the meeting, or of any business conducted at it.

6.4 The quorum for meetings may be fixed from time to time by a decision of the board but it must never be less than two managers and unless otherwise fixed it is two managers. If a seat is vacant on the management board and the total number of managers for the time being is less than the quorum required, the management board must not take any decision other than a decision to call a general meeting so as to enable the members to appoint further managers.

6.5 Managers participate in a meeting of the management board, or part of a meeting of the management board, when the meeting has been called and takes place in accordance with these articles and they can each communicate to the other managers any information or opinions they have on any particular item of the business of the meeting. In determining whether managers are participating in a meeting, it is irrelevant where any manager is or how they communicate with each other; provided, however, that the means of communication used permits all participants to communicate adequately and simultaneously.

6.6 Every decision put to the vote of the management board shall be decided by a majority of votes cast on the decision. No one shall be entitled to a casting vote.

6.7 Decisions of the management board may at all times be taken without holding a meeting. A board decision is taken in accordance with this Article 6.7 when all managers indicate to each other by any means that they share a common view on a matter. Such a decision may take the form of a written resolution, copies of which have been signed by each manager or to which each manager has otherwise indicated agreement in writing.

6.8 The management board may adopt rules of procedure (consistent with the Commercial Companies Act 1915 and these articles) and may make any rule which it thinks fit about how such rules of procedure are to be recorded and communicated to managers.

6.9 If the company only has one manager, Article 6.4 does not apply and the sole manager may take decisions without regard to any of the rules relating to board decision-making.

#### **Art. 7. Conflict of interest.**

7.1 Except where the management board's rules of procedure, if any, otherwise provide, a manager must disclose the nature and extent of any interest that he has in a transaction or a proposed transaction with the company.

7.2 The manager must make the disclosure to the other managers as well as to the company's members and request to have it entered in the minutes of the meetings of the management board and the minutes of the next ensuing general meeting or the equivalent.

7.3 A manager shall not be deemed to have a conflict of interest by reason only of also being a director, manager or officer, or a person acting in a similar capacity, of a group company that is a party to a transaction with the company.

7.4 A manager who discloses an interest in an actual or proposed transaction with the company is not to be counted as participating in the decision-making process for quorum or voting purposes. However, if a question arises at a board meeting as to the right of one or more managers to participate in the meeting (or part of the meeting) for quorum or voting purposes, the question is to be decided by a decision of the other manager or managers at that meeting whose ruling is to be final and conclusive.

7.5 No conflict of interest relieves the relevant manager from his duty or exonerates him from his responsibility and no such conflict invalidates anything which the manager has done before the conflict arose, nor does it affect the power to represent and bind the company subject to and in accordance with Article 9.

#### **Art. 8. Managers' liability and indemnity.**

8.1 Subject to and in accordance with article 192 of the Commercial Companies Act 1915, every manager is, with the other managers, liable for the decisions taken by the management board, unless he requested that his dissent be recorded in the minutes of the meetings of the management board and the minutes of the next ensuing general meeting, save where otherwise provided by law.

8.2 To the extent permitted by law and subject to Article 8.1, no manager shall be liable for the acts, neglects or defaults of any other manager or for any loss, damage or expense happening to the company in the execution of the duties of his office, unless the same shall happen by or through his failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the company and in connection therewith to exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.

8.3 Any manager or former manager of the company or a group company may be indemnified out of the company's assets against:

(a) any liability incurred by that person in connection with any negligence, default, breach of duty or breach of trust in relation to the company or a group company; and

(b) any other liability incurred by that person as an officer of the company or a group company.

8.4 The management board may decide to purchase and maintain insurance, at the expense of the company, for the benefit of any manager or former manager of the company or a group company in respect of any loss or liability which has been or may be incurred by that person in connection with his duties or powers in relation to the company or any group company.

8.5 This Article 8 does not authorise any indemnity or insurance which would be prohibited or rendered void by any provision of the Commercial Companies Act 1915 or by any other provision of law.

#### **Part 4. Power to bind and reserve power.**

##### **Art. 9. Representation.**

9.1 The management board (or, for the avoidance of doubt, if the company only has one manager, the sole manager) represents and binds the company towards third parties and at law.

9.2 In addition, two managers acting jointly can also represent and bind the company.

##### **Art. 10. Members' reserve power.**

10.1 The members may, by ordinary resolution, direct the management board to take or refrain from taking specified action.

10.2 No such resolution relieves the managers from their duty or exonerates them from their responsibility and no such resolution invalidates anything which the managers have done before the passing of the resolution, nor does it affect the power to represent and bind the company subject to and in accordance with Article 9.

##### **Art. 11. Board may delegate.**

11.1 The management board may delegate the day-to-day management and any of the other powers which are conferred on it, including the power to represent and bind the company within the limits of the day-to-day management, to such person or persons, to such an extent, in relation to such matters or territories and on such terms and conditions, as it thinks fit.

11.2 If the board so specifies, any such delegation may authorise further delegation of the board's powers by any person to whom they are delegated.

11.3 The board may revoke any delegation in whole or part, or alter its terms and conditions. Any such delegation shall be governed by the general rules on powers of attorney.

#### **Part 5. Decision-making by members.**

##### **Art. 12. General meetings.**

12.1 General meetings shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office as specified in the notice.

12.2 The management board must convene annual general meetings. Extraordinary general meetings may be convened by the management board or by any member.

12.3 A general meeting (other than an adjourned meeting) must be called by notice of at least five (5) business days (that is, excluding the day of the meeting and the day on which the notice is given). A general meeting may be called by shorter notice than that otherwise required if shorter notice is agreed by the members.

12.4 Notice of a general meeting must be sent to:

(a) every member and every manager;

- (b) every pledgee and usufructuary to whom voting rights attaching to one or more shares are assigned; and
- (c) if in office, every internal auditor.

12.5 Notice of a general meeting must state:

- (a) the date, time and place of the meeting;
- (b) if it is anticipated that members will be participating by conference call, the dial-in number and if need be the passcode to gain access; and
- (c) the agenda of the meeting and specifically the text of the resolutions to be voted on.

12.6 A quorum of members is present at a general meeting, irrespective of the number of persons physically present at the meeting, if at least one person entitled to vote at the meeting is present or represented. The own shares of the company and shares the rights attached to which are suspended shall be excluded from the calculation of any quorum, votes cast and the share capital of the company (for the purpose of establishing the attendance rate).

12.7 Members may participate in a general meeting by electronic means, notably by conference call (real-time two-way communication enabling members to address the general meeting from a remote location). Members so participating shall be deemed present for the calculation of quorum, votes cast and attendance rate. If one or more members participate by electronic means, voting shall be by roll call. If all members participate by electronic means, the meeting shall be deemed to have taken place at the registered office.

12.8 Except where the law or these articles otherwise provide, every resolution put to a vote shall be decided by members representing more than half of the share capital. If this majority is not reached, an ensuing general meeting may be convened, by registered letter, and the resolution will then be passed by a simple majority of votes cast, regardless of the percentage of the share capital represented at such meeting. In case of an equality of votes, the chair of the meeting shall not be entitled to a casting vote.

12.9 No objection can be raised to the qualification of any person voting at a general meeting except at the meeting at which the vote objected to is tendered and every vote not disallowed at such meeting is valid. Any such objection must be referred to the chair of the meeting, whose decision is final.

12.10 Members may adopt resolutions in writing, rather than at a general meeting, if and so long as the aggregate number of members does not exceed twenty-five. In such instance, each member shall receive the text of the resolutions, in hard copy form or otherwise, and shall cast his vote in writing. Article 12.8 above shall apply mutatis mutandis.

### **Art. 13. Resolutions at general meetings.**

13.1 Any resolution to be proposed at a general meeting and appearing in the notice of such meeting may be amended by special resolution at such meeting.

13.2 An ordinary resolution to be proposed at a general meeting may be amended by ordinary resolution if:

- (a) notice of the proposed amendment is given to the company in writing by a person entitled to vote at the general meeting at which it is to be proposed not less than forty-eight hours before the meeting is to take place (or such later time as the chair of the meeting may permit); and
- (b) the proposed amendment does not, in the reasonable opinion of the chair of the meeting, materially alter the scope of the resolution.

13.3 A special resolution to be proposed at a general meeting may be amended by ordinary resolution, if:

- (a) the chair of the meeting proposes the amendment at the general meeting at which the resolution is to be proposed; and
- (b) the amendment does not go beyond what is necessary to correct a grammatical or other non-substantive error in the resolution.

13.4 If the chair of the meeting, acting in good faith, wrongly decides that an amendment to a resolution is out of order, the chair's error does not invalidate the vote on that resolution.

## **Part 6. Accounting and finance.**

### **Art. 14. Accounting.**

14.1 The financial year of the company coincides with the calendar year.

14.2 Each financial year, the company must transfer an amount equal to five percent (5%) of its net profit to the statutory reserve until the reserve reaches ten percent (10%) of the share capital.

14.3 Where shares of different classes are in issue, disregarding repurchased shares and shares that are held in treasury, the company shall maintain separate premium accounts for all classes and the holders of shares of a class are collectively and exclusively entitled, on a pro rata and pari passu basis, to the amounts standing to the credit of their premium accounts (including any quasi-premium), unless the management board resolves otherwise pursuant to Article 16.2 in connection with a partial liquidation.

**Art. 15. Dividends and other distributions.**

15.1 Subject to Article 14.2, the annual net profit is at the disposal of the general meeting but a final dividend must not be declared unless the management board has made a recommendation as to its amount. Such a dividend must not exceed the amount recommended.

15.2 Subject to and in accordance with the Commercial Companies Act 1915, by reference to interim accounts prepared for the purpose, the management board may decide to pay an interim dividend or to make a distribution other than a dividend out of equity available for distribution.

15.3 Subject to Articles 15a.1 and 15a.2, each share of the same class confers an equal right to share in the profits and the liquidation proceeds of the company (which means that the same economic rights are attached to shares of the same class, both in terms of current income and sums to be paid in the event of a partial liquidation). Unless the members' resolution to declare a final dividend or management board decision to pay an interim dividend or to make a distribution other than a dividend specifies a later date, it must be paid by reference to each member's holding of shares on the date of the resolution or decision to declare or pay it.

15.4 In relation to any given distribution, the members may disapply Articles 15.3, 15a.1 and 15a.2 by a unanimous resolution; provided, however, that no member may be excluded or exonerated from sharing in the profits or losses of the company on a structural or permanent basis.

**Art. 15a. Preference shares.**

15a.1 Any dividend, whether a final dividend or an interim dividend, shall be paid as follows, as and when declared:

(a) first, ahead of the holders of other shares, the holders of Preference Shares shall be entitled, in alphabetical order of the various classes of Preference Shares, to their respective preferred portions of such dividend as provided below; and

(b) thereafter, the balance remaining shall be paid to the members by reference to the number of ordinary shares and Preference Shares held by each of them.

15a.2 Whenever the general meeting declares or the management board decides to pay a cash dividend, the holders of Preference Shares are entitled to receive a preferred portion as follows:

- (a) the holders of Class A Shares: one-tenth of a percent (0.1%);
- (b) the holders of Class B Shares: two-tenths of a percent (0.2%);
- (c) the holders of Class C Shares: three-tenths of a percent (0.3%);
- (d) the holders of Class D Shares: four-tenths of a percent (0.4%);
- (e) the holders of Class E Shares: five-tenths percent (0.5%);
- (f) the holders of Class F Shares: six-tenths of a percent (0.6%);
- (g) the holders of Class G Shares: seven-tenths of a percent (0.7%);
- (h) the holders of Class H Shares: eighth-tenths of a percent (0.8%); and
- (i) the holders of Class I Shares: nine-tenths of a percent (0.9%).

**Art. 16. Cancellation of classes of shares - partial liquidation.**

16.1 The members may decide upon the partial liquidation of the company - that is, a repurchase and cancellation of an entire class of Preference Shares - by special resolution passed at a general meeting of which notice specifying the intention to pass such resolution was given, without prejudice to Article 12.10.

16.2 In the event an entire class of Preference Shares is repurchased and cancelled, the partial liquidation amount at such time, as determined by the management board in its sole discretion by reference to interim accounts prepared for the purpose, shall be payable to the holders of shares of the relevant class on a pro rata and pari passu basis.

**Art. 17. Internal auditors.**

17.1 Insofar as required by law, the company shall have one or more internal auditors, appointed by the general meeting, who may be suspended or removed from office at any time by the general meeting, with or without cause. Both natural persons and legal entities can be appointed as internal auditor.

17.2 The general meeting shall fix the internal auditors' remuneration, if any.

**Part 7. Fundamental changes.****Art. 18. Amendment of articles.**

18.1 Except where the law provides for conditions or procedures that are more restrictive and subject to the other provisions of this Article 18, the articles may by special resolution be amended to:

- (a) change the legal form of the company;
- (b) change the objects of the company;
- (c) reduce or increase the share capital;
- (d) create new classes of shares;

(e) add, change or remove any rights, privileges, restrictions and conditions, including rights to accrued dividends, in respect of all or any of the shares, irrespective of class;

(f) convert shares of any class into shares of other classes;

(g) add, change or remove restrictions on the issue, transfer or ownership of shares; or

(h) otherwise add, change or remove any provision of the articles.

18.2 Where shares of different classes are in issue, disregarding repurchased shares and shares that are held in treasury, any amendment to the articles of the company which varies the rights attached to a class of shares (including any change to the procedure for varying the rights attached to a class of shares) shall require also the approval of the holders of each class of shares that is affected by the change. Approval is given by a special resolution passed separately by the holders of each class of shares concerned (and the requirements as to majority and attendance rate shall apply mutatis mutandis to such a special resolution as they apply in relation to a special members' resolution).

18.3 No member can be obligated to increase his equity interest in the company.

18.4 A change in nationality of the company requires the unanimous consent of the members.

#### **Art. 19. Termination of the company.**

19.1 The company may be dissolved pursuant to a special resolution.

19.2 The company is not dissolved in any of the instances mentioned in article 1865 of the Civil Code and the company shall be continued in each such instance.

Finally, the person appearing, acting as stated above, exercising the powers reserved for and vested in the general meeting, declared:

A. The of the Company's net assets is not less than its share capital in Luxembourg, and therefore the shares are considered fully paid.

The excess of the former share capital of the Company in Bermuda (expressed in Canadian dollars at the exchange rate prevailing on the date hereof) over the new share capital of the Company in Luxembourg, if any, shall be placed to the credit of one of the premium accounts of the ordinary shares.

B. The first financial year of the Company in Luxembourg commences on the date hereof and ends on 31 December 2014.

C. The following persons are appointed as managers of the Company:

- Pieter Adriaan Cornelis Simon van Nugteren, born on 19 April 1966 in Meppel (Netherlands), with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, to hold office for an indefinite term; and

- Peter Lourents van Opstal, born on 12 February 1969 in Zwijndrecht (Netherlands), with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, to hold office for an indefinite term.

I, the undersigned notary, having knowledge of the English language, declare that this deed is drawn up in English followed by a version in French at the request of the person appearing, who, acting as stated above, stipulated that in case of any discrepancy between the English version and the French version, the English version shall prevail.

In witness whereof, this deed was drawn up and passed in Esch-sur-Alzette on the date first above stated. After the deed was read to the person appearing, the person appearing declared to understand the scope and the consequences and subsequently signed the original together with me, notary.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept juin par-devant moi, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Sophie Henryon, employée privée, ayant son adresse professionnelle à mon étude, 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, agissant en sa qualité de fondée de pouvoir dûment autorisée par écrit de:

Helge Friedrich Urban Kristinus, retraité, né le 7 septembre 1942 à Danzig (Allemagne), demeurant au Via Serenella 4, 6976 Castagnola, Suisse (l'«Associé»), étant l'associé unique de:

Conkrisda (Bermuda) Limited, une société par actions exemptée de droit des Bermudes, ayant son siège social au bâtiment Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermudes, immatriculée auprès du Registraire des sociétés des Bermudes sous le numéro EC 2218 (la «Société»).

La comparante est connue personnellement de moi, notaire, et la procuration donnée à la comparante est paraphée ne varietur par la comparante et par moi, notaire, et est annexée aux présentes.

La comparante a déclaré et m'a requis, notaire, d'acter ce qui suit:

#### *Résolutions*

L'Associé, exerçant les pouvoirs attribués et dévolus à l'assemblée générale, a décidé à l'unanimité:

i. de changer la nationalité de la Société et, à cet effet, de pousser la Société à répudier sa nationalité actuelle et à obtenir la nationalité luxembourgeoise;

ii. que la Société est par les présentes transformée et prorogée en une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois et, à cet effet, que le principal établissement, le siège de l'administration centrale, le siège statutaire et le domicile de la Société, y compris son centre des intérêts principaux au sens du Règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité, sont par les présentes transférés au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

iii. de révoquer les mandats de tous les membres titulaires des organes d'administration, de direction et de surveillance de la Société ainsi que les mandats de tous les autres dirigeants de la Société;

iv. de convertir les quarante-sept mille cinq cents (47.500) parts sociales ordinaires existantes dans le capital social de la Société, d'un dollar des Etats-Unis (1,00 USD) chacune, en:

- vingt mille cinq cents (20.500) parts ordinaires, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de 1 à 20500;

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie A, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de A1 à A3000;

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie B, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de B1 à B3000;

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie C, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de C1 à C3000;

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie D, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de D1 à D3000;

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie E, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de E1 à E3000;

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie F, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de F1 à F3000;

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie G, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de G1 à G3000;

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie H, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de H1 à H3000; et

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie I, d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune, numérotées de I1 à I3000,

et de fixer le capital social de la Société à quarante-sept mille cinq cents dollars canadiens (47.500,00 CAD); et

v. de changer la dénomination de la Société en Conkrisda (Luxembourg) Sàrl et de modifier et refondre les statuts de la Société de la manière suivante:

## STATUTS

### Partie 1<sup>ère</sup> . Interprétation.

#### Art. 1<sup>er</sup> . Définition des termes et interprétation.

1.1 Dans les présents statuts, sauf si le contexte l'exige autrement:

«associé» signifie le détenteur d'une ou plusieurs parts sociales et, à ce titre, un associé de la société;

«capitaux propres distribuables» signifie, à un moment donné, le montant total des bénéfices ou pertes de l'exercice en cours, des bénéfices reportés et des réserves distribuables, moins les pertes reportées et le montant à transférer à la réserve légale sous réserve de et conformément à l'Article 14.2;

«conseil de gérance» signifie le conseil de gérance de la société ou, lorsque le contexte le requiert, si la société n'a qu'un seul gérant, le gérant unique;

«distribution» signifie tout transfert d'argent ou d'autres biens par la société à un associé en fonction des parts sociales qu'il détient, que ce soit sous forme de part des bénéfices ou de remboursement du capital ou des autres apports en capitaux propres ou sous une autre forme, mais pour éviter tout malentendu à l'exclusion de tout remboursement des emprunts ou des autres avances et le paiement d'intérêts y relatifs;

«dividende de fin d'exercice» signifie un dividende fixé sur la base des bénéfices tels que mentionnés dans les comptes annuels de la société approuvés par l'assemblée générale;

«gérant» signifie un gérant de la société;

«Loi de 1915 sur les sociétés commerciales» signifie la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

«montant de liquidation partielle» signifie, à propos d'une annulation de l'intégralité d'une catégorie de parts sociales, le montant déterminé par le conseil de gérance ne dépassant pas la somme des capitaux propres distribuables, de la partie du capital social représentée par la catégorie de parts annulées et d'une partie proportionnelle de la réserve légale;

«part sociale» signifie une part dans le capital social la société, quelle que soit sa catégorie;

«primes assimilées» signifie capitaux propres apportés mais non rémunérés par des titres (dans le sens du Règlement grand-ducal du 10 juin 2009 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable normalisé);

«réserve légale» signifie la réserve à conserver sous réserve de et conformément à l'article 197 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales;

«résolution ordinaire» signifie une résolution des associés adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social ou par une majorité simple des votes exprimés, sous réserve de et conformément aux Articles 12.8 et 12.10;

«résolution spéciale» signifie toute résolution des associés autre qu'une résolution ordinaire et sauf indication contraire elle est une résolution adoptée par une majorité en nombre des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social; et

«société du groupe» à propos d'une entité juridique, s'entend notamment de toute société mère (directe ou indirecte) de celle-ci, avec ou sans personnalité juridique, ainsi que de toute filiale (directe ou indirecte) d'une telle société mère, avec ou sans personnalité juridique, et sauf si le contexte l'exige autrement le terme signifie une société du groupe de la société elle-même.

1.2 Lorsque le contexte le permet ou l'exige, les termes définis indiquant le singulier comprend le pluriel et inversement et les mots indiquant le genre masculin, féminin ou neutre comprend tous les genres.

1.3 Sauf si le contexte l'exige autrement, les mots et expressions contenues dans les présents statuts ont la même signification que dans la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales à la date de la prise d'effet des dispositions pertinentes des statuts.

1.4 Peut être incorporé par renvoi dans les présents statuts tout document, y compris un pacte d'associés, quelle que soit sa provenance, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives et ses mises à jour. L'incorporation par renvoi d'un document dans les statuts ne lui confère pas valeur de statuts.

1.5 L'invalidité ou le caractère inapplicable d'une disposition des présents statuts n'aura pas d'effet sur la validité ou l'applicabilité des dispositions restantes.

## **Partie 2. Caractéristiques générales, Capital social et parts sociales.**

### **Art. 2. Forme juridique, dénomination, objet, siège.**

2.1 La société est une société à responsabilité limitée selon la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et est constituée pour une durée illimitée.

2.2 La dénomination de la société est: Conkrisda (Luxembourg) Sàrl

2.3 La société a pour objet la prise de participations dans toutes sociétés et entreprises sous quelque forme que ce soit, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et la gestion y relatifs ainsi que la réalisation de tout ce qui se rapporte à cet objet ou peut y être favorable, le tout au sens le plus large.

L'objet de la société comprend la participation à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

L'objet de la société comprend l'acquisition par souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous actions, parts sociales, autres titres de participation, obligations, certificats de dépôt et autres titres de créance et plus généralement tous créances sur et valeurs mobilières et instruments financiers émis par tout organisme publique ou privé.

Dans la poursuite de son objet, la société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'émission publique d'obligations, et peut financer ses filiales et autres sociétés du groupe ainsi que des tiers et elle peut consentir des garanties et être caution pour ses propres obligations ainsi que celles de sociétés du groupe et de tiers, y compris en gageant ou en grevant d'une autre manière ses actifs.

2.4 Le siège social de la société est situé dans la Ville de Luxembourg.

### **Art. 3. Capital social.**

3.1 Le capital social de la société s'élève à quarante-sept mille cinq cents dollars canadiens (47.500,00 CAD), divisé en quarante-sept mille cinq cents (47.500) parts sociales nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale d'un dollar canadien (1,00 CAD) chacune comme suit:

- vingt mille cinq cents (20.500) parts ordinaires;
- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie A (les «Parts de Catégorie A»);
- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie B (les «Parts de Catégorie B»);
- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie C (les «Parts de Catégorie C»);
- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie D (les «Parts de Catégorie D»);
- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie E (les «Parts de Catégorie E»);
- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie F (les «Parts de Catégorie F»);
- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie G (les «Parts de Catégorie G»);
- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie H (les «Parts de Catégorie H»); et

- trois mille (3.000) parts privilégiées de catégorie I (les «Parts de Catégorie I») et ensemble avec les Parts de Catégorie A, Parts de Catégorie B, Parts de Catégorie C, Parts de Catégorie D, Parts de Catégorie E, Parts de Catégorie F, Parts de Catégorie G et Parts de Catégorie H, les «Parts Privilégiées»).

Les droits et obligations attachés aux catégories de parts sociales sont identiques, sauf disposition contraire expresse des présents statuts.

3.2 La société doit délivrer à chaque associé, sur demande et sans frais, un ou plusieurs certificats concernant les parts sociales que cet associé détient.

3.3 La société peut acquérir ses parts sociales propres et les conserver en portefeuille comme des parts auto-détenues. Sauf en cas d'acquisition à titre gratuit, les parts sociales ne peuvent être acquises que par une résolution unanime des associés sur recommandation du conseil de gérance et sous réserve de et conformément à la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales.

3.4 Lorsque les parts sociales seront rachetées ou acquises à titre onéreux, le conseil de gérance doit établir un état comptable et l'Article 15.2 est applicable par analogie.

3.5 Les parts sociales rachetées sont immédiatement traitées comme si elles étaient annulées et jusqu'à l'annulation effective de ces parts, les droits attachés à celles-ci, y compris sans limitation le droit de vote et le droit de recevoir des distributions de quelque nature qu'elles soient, seront suspendus. Par ailleurs, tous les droits attachés aux parts auto-détenues et parts détenues par des filiales de la société seront également suspendus.

3.6 Lors de toute nouvelle émission de parts sociales, les associés n'ont pas un droit de préférence à la souscription des nouvelles parts sociales.

#### **Art. 4. Registre d'associés, cession et transmission de parts sociales.**

4.1 La société doit tenir un registre au sens de l'article 185 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales. Aucun frais ne pourra être facturé pour l'enregistrement d'un instrument de cession ou tout autre document concernant ou affectant le titre de propriété d'une part sociale. La société peut retenir tout instrument de cession qui est enregistré.

4.2 Les parts sociales sont indivisibles et lorsque plusieurs personnes détiennent une même part sociale, ces personnes sont considérées comme un associé unique au regard de la société. Elles exercent leurs droits par l'intermédiaire d'un représentant commun et notifient à la société le nom du représentant commun ainsi que toute modification de celui-ci. Les droits attachés à cette part seront suspendus tant que la notification initiale par les cotitulaires n'a pas eu lieu.

4.3 Les parts sociales d'une catégorie peuvent être cédées, que ce soit à un associé ou à un non-associé, seulement en même temps que le nombre proportionnel de parts sociales de chaque autre catégorie détenues par l'associé cédant. Sous réserve de ce qui précède, les parts sociales sont librement cessibles entre les associés mais elles ne peuvent être cédées à des non-associés sauf accord préalable des associés donné par une résolution spéciale qui est adoptée par un ou plusieurs associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social.

4.4 Pour éviter tout malentendu, l'inscription d'une cession de parts sociales dans le registre est signée ou paraphée ne varietur par un gérant, et le paraphe peut être soit manuscrit, soit imprimé, soit apposé au moyen d'une griffe, et ni le cédant ni le cessionnaire ne sont tenus de signer cette inscription.

4.5 Si des parts sont transmises de plein droit, en ce compris pour cause de mort ou en raison d'une fusion ou scission d'un associé, les droits attachés à ces parts seront suspendus jusqu'à ce que la transmission ait été approuvée par un ou plusieurs associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) des autres parts sociales de la société. Aucun consentement ne sera requis pour la transmission des parts sociales aux héritiers légaux ou au conjoint survivant.

### **Partie 3. Administration et processus de décision.**

#### **Art. 5. Gérants.**

5.1 L'administration de la société incombe à un ou plusieurs gérants. Dans la mesure où deux ou plusieurs gérants sont en fonction, ils constitueront un conseil de gérance, lequel peut exercer tous les pouvoirs non dévolus par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale ou à un autre organe de la société.

5.2 Les gérants de la société doivent être en majorité des résidents luxembourgeois.

5.3 Les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Tout gérant peut être suspendu ou révoqué de ses fonctions à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans cause légitime. Tant des personnes physiques que des entités juridiques peuvent être gérant. L'assemblée générale fixe la rémunération éventuelle des gérants.

#### **Art. 6. Prise de décision par les gérants.**

6.1 Tout gérant peut convoquer une réunion du conseil de gérance en avisant les autres gérants.

6.2 Tout avis de convocation à une réunion doit indiquer:

(a) le jour et l'heure proposés;

(b) le lieu où elle doit avoir lieu; et

(c) s'il est prévu que des gérants participant à la réunion ne se trouvent pas au même endroit, le moyen proposé pour qu'ils communiquent les uns avec les autres au cours de la réunion.

6.3 L'avis de convocation à une réunion doit être donné à chaque gérant sans être nécessairement écrit. L'avis de convocation à une réunion peut ne pas être donné aux gérants qui renoncent à leur droit d'être informé de cette réunion, en donnant un avis à cet effet à la société, soit avant, soit après la date à laquelle se tient la réunion. Lorsque cet avis est donné après la tenue de la réunion, ceci n'affecte pas la validité de la réunion ou de tout acte accompli au cours de celle-ci.

6.4 Le quorum pour une réunion peut de temps en temps être fixé par une décision du conseil, mais il ne doit jamais être inférieur à deux gérants et sauf décision contraire il est de deux gérants. En cas de vacance d'un poste de gérant, si le nombre total de gérants alors en fonction est inférieur au quorum requis, le conseil de gérance ne doit adopter aucune décision autre qu'une décision de convocation d'une assemblée générale afin de permettre aux associés de nommer des gérants supplémentaires.

6.5 Les gérants participent à une réunion du conseil de gérance, ou à une partie d'une réunion du conseil de gérance, lorsque la réunion a été convoquée et a lieu conformément aux présents statuts et chaque gérant peut communiquer aux autres gérants toute information ou avis qu'il a sur tout point particulier de l'ordre du jour de la réunion. L'endroit où se trouvent les gérants ou le moyen par lequel ils communiquent entre eux n'entre pas en ligne de compte pour la détermination de leur participation à une réunion, à condition néanmoins que le moyen de communication utilisé permette à tous les participants de communiquer de manière appropriée et simultanée.

6.6 Chaque décision soumise au vote du conseil de gérance sera prise à la majorité des votes exprimés. Aucun n'aura de vote prépondérant.

6.7 Les décisions du conseil de gérance peuvent être prises à tout moment sans qu'une réunion ne soit tenue. Une décision du conseil de gérance est prise conformément au présent Article 6.7 lorsque tous les gérants indiquent les uns aux autres par tout moyen qu'ils partagent une vision commune sur une question. Cette décision peut prendre la forme d'une résolution écrite, dont un exemplaire a été signé par chaque gérant ou sur lequel chaque gérant a de toute autre façon indiqué son accord par écrit.

6.8 Le conseil de gérance peut adopter un règlement intérieur (en respectant la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et les présents statuts) et peut fixer toute règle qu'il juge appropriée sur la façon dont ce règlement doit être consigné et communiqué aux gérants.

6.9 Si la société n'a qu'un seul gérant, l'Article 6.4 ne s'applique pas et le gérant unique peut prendre des décisions sans tenir compte des règles relatives à la prise de décision par un conseil.

#### **Art. 7. Conflit d'intérêts.**

7.1 Sauf dispositions contraires d'un règlement intérieur éventuel du conseil de gérance, tout gérant doit faire connaître la nature et l'étendue de son intérêt dans une opération ou un projet d'opération avec la société.

7.2 Le gérant fait connaître aux autres gérants ainsi qu'aux associés de la société et demande la consignation de cette divulgation aux procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et au procès-verbal de la prochaine assemblée générale ou à ce qui en tient lieu.

7.3 Un gérant n'est pas considéré ayant un conflit d'intérêts du seul fait qu'il est également administrateur, gérant ou dirigeant, ou une personne qui agit en cette qualité, d'une société du groupe qui est partie à une opération avec la société.

7.4 Un gérant qui fait connaître d'un intérêt dans une opération ou un projet d'opération avec la société ne doit pas être compté comme participant au processus de décision aux fins du quorum et du vote. Cependant, si une question se pose lors d'une réunion du conseil concernant le droit d'un ou plusieurs gérants de participer à la réunion (ou à une partie de la réunion) aux fins du quorum et du vote, la question sera tranchée par une décision de l'autre ou des autres gérants lors de cette réunion dont l'appréciation est définitive et sans appel.

7.5 Aucun conflit d'intérêts ne dispense le gérant concerné de son fonction ni n'exonère le gérant de sa responsabilité et aucun conflit n'annule les actes accomplis par le gérant avant la survenue du conflit ni n'affecte le pouvoir de représenter et engager la société sous réserve de et conformément à l'Article 9.

#### **Art. 8. Responsabilité et indemnité des gérants.**

8.1 Sous réserve de et conformément à l'article 192 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales, tout gérant est responsable, avec ses cogérants, des décisions du conseil de gérance, à moins qu'il n'ait fait consigner sa dissidence aux procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et au procès-verbal de la prochaine assemblée générale, sauf dispositions légales contraires.

8.2 Sauf dispositions légales contraires et sous réserve de l'Article 8.1, aucun gérant ne répondra des actes, des négligences ou des manquements d'un autre gérant, ni de la perte, du préjudice ou des frais subis par la société dans l'exercice des fonctions de ce gérant, à moins que ces événements ne surviennent parce qu'il n'a pas agi honnêtement et de bonne foi, dans l'intérêt de la société, et qu'il n'a pas montré le soin, la diligence et la compétence qu'une personne raisonnablement prudente montrerait dans des circonstances similaires.

8.3 Un gérant ou ancien gérant de la société ou d'une société du groupe peut être indemnisé sur les avoirs de la société en réparation de:

(a) toute responsabilité encourue par cette personne en relation avec une négligence, un manquement, la violation d'une obligation ou un abus de confiance à l'encontre de la société ou d'une société du groupe; et

(b) toute autre responsabilité encourue par cette personne en tant que dirigeant de la société ou d'une société du groupe.

8.4 Les gérants peuvent décider de souscrire et de maintenir une assurance, aux frais de la société, en faveur de tout gérant ou ancien gérant de la société ou d'une société du groupe pour toute perte ou responsabilité, qui a été ou peut être supportée par cette personne dans le cadre de ses fonctions ou pouvoirs en relation avec la société ou toute société du groupe.

8.5 Le présent Article 8 n'autorise pas une indemnité ou assurance qu'une disposition de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales ou de toute autre loi interdirait ou rendrait nulle.

#### **Partie 4. Pouvoir d'engager et pouvoir de réserve.**

##### **Art. 9. Représentation.**

9.1 Le conseil de gérance (ou, pour éviter tout malentendu, si la société n'a qu'un seul gérant, le gérant unique) représente et engage la société à l'égard des tiers et en justice.

9.2 Par ailleurs, deux gérants agissant conjointement représentent et engagent également la société.

##### **Art. 10. Pouvoir de réserve des associés.**

10.1 Les associés peuvent, par voie de résolution ordinaire, enjoindre au conseil de gérance d'entreprendre ou de s'abstenir d'entreprendre une action déterminée.

10.2 Aucune résolution ne dispense les gérants de leurs fonctions ni n'exonère les gérants de leur responsabilité et aucune résolution n'annule les actes accomplis par les gérants avant l'adoption de la résolution ni n'affecte le pouvoir de représenter et engager la société sous réserve de et conformément à l'Article 9.

##### **Art. 11. Pouvoirs de délégation du conseil.**

11.1 Le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière et les autres pouvoirs qui lui sont conférés, y compris le pouvoir de représenter et engager la société en ce qui concerne la gestion journalière, à toute personne ou personnes, dans les limites de ceux-ci, en ce qui concerne les questions ou territoires et selon les conditions et modalités, qu'il juge appropriés.

11.2 Si le conseil le spécifie, toute délégation peut autoriser une délégation ultérieure des pouvoirs du conseil par toute personne à qui ces pouvoirs sont délégués.

11.3 Le conseil peut révoquer toute délégation, en tout ou en partie, ou en modifier les conditions et modalités. Toute délégation est régie par les règles générales du mandat.

#### **Partie 5. Prise de décision par les associés.**

##### **Art. 12. Assemblées générales.**

12.1 Les assemblées générales se tiennent à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la commune du siège social comme indiqué dans les avis de convocation.

12.2 Le conseil de gérance doit convoquer des assemblées générales annuelles. Les assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées par le conseil de gérance et partout associé.

12.3 Une assemblée générale (autre qu'une assemblée ajournée) doit être convoquée par avis d'au moins cinq (5) jours ouvrables (en excluant le jour de l'assemblée et le jour de l'envoi de l'avis). Une assemblée générale peut être convoquée à plus brève échéance que celle requise autrement si tous les associés y consentent.

12.4 Un avis de convocation à une assemblée générale doit être envoyé à:

(a) tous les associés et tous les gérants;  
(b) tous les créanciers gagistes et usufruitiers à qui le droit de vote rattaché à une ou plusieurs parts sociales est attribué; et

(c) dans la mesure où ils sont en fonction, tous les commissaires aux comptes.

12.5 Un avis de convocation à une assemblée générale doit contenir:

(a) le jour, l'heure et le lieu où se tiendra l'assemblée;  
(b) s'il est prévu que des associés participant par voie de conférence téléphonique, le numéro à composer et le code éventuel pour pouvoir accéder; et

(c) l'ordre du jour de l'assemblée et notamment le texte des résolutions proposées au vote.

12.6 Le quorum nécessaire est atteint quel que soit le nombre de personnes physiquement présentes à l'assemblée générale, lorsqu'au moins une personne habile à voter à l'assemblée est présente ou représentée. Les parts sociales propres de la société et les parts sociales dont les droits ont été suspendus ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum éventuel, des votes exprimés et du capital social de la société (aux fins de la détermination du taux de présence).

12.7 Les associés peuvent participer à une assemblée générale par voie électronique, notamment par conférence téléphonique (communication bidirectionnelle en temps réel permettant aux associés de s'adresser à l'assemblée générale à partir d'un lieu éloigné). Sont réputés présents pour le calcul du quorum, des votes exprimés et du taux de présence,

les associés qui participent ainsi. Si un ou plusieurs associés participent par voie électronique, les votes se font par appel nominal. Si tous les associés participent par voie électronique, l'assemblée est réputée se dérouler au siège social.

12.8 Sauf dispositions légales ou statutaires contraires, aucune résolution soumise à un vote n'est prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte, une seconde assemblée générale peut être convoquée, par lettre recommandée, et la résolution sera alors adoptée à la majorité simple des votes exprimés, quel que soit le pourcentage du capital social représenté à cette assemblée. En cas de partage des votes, le président de l'assemblée n'aura pas vote prépondérant.

12.9 Aucune contestation ne peut être soulevée quant à la qualification de toute personne votant lors d'une assemblée générale, sauf pendant l'assemblée à laquelle le vote contesté est présenté et tout vote qui n'a pas été rejeté lors de cette assemblée est valable. Toute objection doit être rapportée au président de l'assemblée, dont la décision est définitive.

12.10 Les associés peuvent adopter des résolutions par écrit, au lieu de les prendre en assemblée générale, si et tant que le nombre total d'associés ne dépasse pas vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé devra recevoir le texte des résolutions, par écrit ou autrement, et exprimera ses votes par écrit. L'Article 12.8 ci-dessus est applicable par analogie.

### **Art. 13. Résolutions en assemblées générales.**

13.1 Toute résolution devant être proposée à une assemblée générale et figurant dans la convocation peut être modifiée par voie de résolution spéciale à cette assemblée.

13.2 Une résolution ordinaire devant être proposée à une assemblée générale peut être modifiée par voie de résolution ordinaire si:

(a) un avis de la modification proposée est donné à la société par écrit par une personne habilitée à voter lors de l'assemblée générale à laquelle elle doit être proposée, au moins quarante-huit heures avant que l'assemblée ait lieu (ou dans un intervalle plus court que le président de l'assemblée peut permettre); et

(b) la modification proposée ne constitue pas, de l'avis raisonnable du président de l'assemblée, une modification matérielle de la portée de la résolution.

13.3 Une résolution spéciale devant être proposée à une assemblée générale peut être modifiée par voie de résolution ordinaire, si:

(a) le président de l'assemblée propose la modification à l'assemblée générale à laquelle la résolution doit être proposée; et

(b) la modification ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour corriger une erreur grammaticale ou une autre erreur non substantielle dans la résolution.

13.4 Si le président de l'assemblée, agissant de bonne foi, décide à tort qu'une modification d'une résolution est irrégulière, l'erreur du président n'annule pas le vote portant sur cette résolution.

## **Partie 6. Comptabilité et finances.**

### **Art. 14. Comptabilité.**

14.1 L'exercice social de la société coïncide avec l'année civile.

14.2 Chaque exercice social, il est fait, sur les bénéfices nets de la société, un prélèvement de cinq pour cent (5 %), affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend du moment que ce pourcentage est entamé.

14.3 S'il y a plusieurs catégories de parts sociales, sans tenir compte des parts rachetées ou auto-détenues, la société devra tenir des comptes de primes distincts pour toutes les catégories. Les détenteurs de parts d'une catégorie auront un droit collectif, exclusif et proportionnel, sur un pied d'égalité, aux soldes créditeurs de leurs comptes de primes (y compris toutes primes assimilées), sauf si le conseil de gérance décide autrement en vertu de l'Article 16.2 dans le cadre d'une liquidation partielle.

### **Art. 15. Dividendes et autres distributions.**

15.1 Sous réserve de l'Article 14.2, les bénéfices nets annuels sont mis à la disposition de l'assemblée générale mais un dividende de fin d'exercice ne doit pas être déclaré sauf si le conseil de gérance a émis une recommandation quant à son montant. Ce dividende ne doit pas dépasser le montant recommandé.

15.2 Sous réserve de et conformément à la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales, le conseil de gérance peut décider de payer un dividende intérimaire ou de faire une distribution autre qu'un dividende à partir des capitaux propres distribuables sur la base d'un état comptable préparé à cette occasion.

15.3 Sous réserve des Articles 15a.1 et 15a.2, chaque part sociale d'une même catégorie confère un droit identique dans la répartition des bénéfices et du boni de liquidation de la société (ce qui signifie que les mêmes droits économiques sont attachés à des parts d'une même catégorie, en ce qui concerne tant les revenus courants que les sommes versées à l'occasion d'une liquidation partielle). Sauf si la résolution des associés de déclarer un dividende de fin d'exercice ou la décision du conseil de gérance de payer un dividende intérimaire ou de faire une distribution autre qu'un dividende ne spécifie une date ultérieure, le montant concerné doit être versé par rapport aux parts sociales détenues par chaque associé à la date de la résolution ou de la décision de le déclarer ou de le payer.

15.4 Les associés peuvent déroger aux Articles 15.3, 15a.1 et 15a.2 par rapport à une distribution donnée par résolution unanime, à condition toutefois qu'aucun associé ne peut être exclu ou exonéré, sur une base structurelle ou permanente, du partage des bénéfices ou des pertes de la société.

#### **Art. 15a. Parts privilégiées.**

15a.1 Tout dividende, que ce soit un dividende de fin d'exercice ou un dividende intérimaire, sera payé de la façon suivante, lorsqu'il est déclaré:

(a) premièrement, par priorité sur les détenteurs d'autres parts sociales, les détenteurs de Parts Privilégiées auront le droit de recevoir, dans l'ordre alphabétique des différentes catégories de Parts Privilégiées, leurs parties prioritaires respectives du dividende concerné conformément aux dispositions qui suivent; et

(b) par la suite, le solde sera versé aux associés en fonction du nombre de parts ordinaires et de Parts Privilégiées détenues par chacun d'entre eux.

15a.2 Lorsque l'assemblée générale déclare ou le conseil de gérance décide de payer un dividende en numéraire, les détenteurs de Parts Privilégiées ont le droit de recevoir une partie prioritaire de ce dividende comme suit:

- (a) les détenteurs de Parts de Catégorie A: un dixième de pour cent (0,1 %);
- (b) les détenteurs de Parts de Catégorie B: deux dixièmes de pour cent (0,2 %);
- (c) les détenteurs de Parts de Catégorie C: trois dixièmes de pour cent (0,3 %);
- (d) les détenteurs de Parts de Catégorie D: quatre dixièmes de pour cent (0,4 %);
- (e) les détenteurs de Parts de Catégorie E: cinq dixièmes de pour cent (0,5 %);
- (f) les détenteurs de Parts de Catégorie F: six dixièmes de pour cent (0,6 %);
- (g) les détenteurs de Parts de Catégorie G: sept dixièmes de pour cent (0,7 %);
- (h) les détenteurs de Parts de Catégorie H: huit dixièmes de pour cent (0,8 %); et
- (i) les détenteurs de Parts de Catégorie I: neuf dixièmes de pour cent (0,9 %).

#### **Art. 16. Annulation des catégories de parts sociales - liquidation partielle.**

16.1 Les associés peuvent décider de prononcer la liquidation partielle de la société -c'est-à-dire le rachat et l'annulation de l'intégralité d'une catégorie de Parts Privilégiées - au moyen d'une résolution spéciale adoptée à une assemblée générale, au sujet de laquelle a été donné un avis spécifiant l'intention d'adopter ladite résolution, sans préjudice de l'Article 12.10.

16.2 Lorsque l'intégralité d'une catégorie de Parts Privilégiées donnée est rachetée et annulée, le montant de liquidation partielle à cette époque, déterminé par le conseil de gérance, au gré de celui-ci, sur la base d'un état comptable préparé à cette occasion, doit être versé aux détenteurs de parts sociales de la catégorie concernée au prorata et sur un pied d'égalité.

#### **Art. 17. Commissaires aux comptes.**

17.1 Dans la mesure où la loi le prescrit, la société doit avoir un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont nommés par l'assemblée générale et qui peuvent être suspendus ou révoqués de ses fonctions par l'assemblée générale à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans cause légitime. Tant des personnes physiques que des entités juridiques peuvent être commissaire aux comptes.

17.2 L'assemblée générale fixe la rémunération éventuelle des commissaires aux comptes.

### **Partie 7. Modifications de structure.**

#### **Art. 18. Modification des statuts.**

18.1 Sauf dispositions légales prévoyant des conditions ou des procédures qui sont plus restrictives et sous réserve des autres dispositions du présent Article 18, les présents statuts peuvent, par résolution spéciale, être modifiés afin:

- (a) de changer la forme juridique de la société;
- (b) de modifier l'objet social;
- (c) de réduire ou d'augmenter le capital social;
- (d) de créer de nouvelles catégories de parts sociales;
- (e) d'ajouter, de modifier ou de supprimer tous droits, privilèges, restrictions et conditions, y compris le droit à des dividendes accumulés, concernant tout ou partie des parts sociales, quelle que soit la catégorie;
- (f) de convertir des parts sociales d'une catégorie en parts sociales des autres catégories;
- (g) d'apporter, de modifier ou de supprimer des restrictions quant à l'émission, à la cession ou au droit de propriété des parts sociales; et
- (h) d'ajouter, de modifier ou de supprimer autrement toute disposition des statuts.

18.2 Lorsqu'il existe plusieurs catégories de parts sociales, sans tenir compte des parts rachetées ou auto-détenues, toute modification des statuts de la société altérant les droits attachés à une catégorie de parts sociales (y compris tout changement apporté à la procédure de modification des droits attachés à une catégorie de parts sociales) nécessite également l'approbation des associés qui détiennent les parts sociales de chacune des catégories concernées par cette modification. L'approbation est donnée par résolution spéciale adoptée séparément par les associés de chacune des

catégories de parts sociales visées (et les conditions de majorité et de taux de présence s'appliquent par analogie à une telle résolution spéciale comme elles s'appliquent aux résolutions spéciales des associés).

18.3 Aucun associé ne peut être obligé d'augmenter sa participation dans la société.

18.4 Le changement de la nationalité de la société nécessite l'accord unanime des associés.

**Art. 19. Différentes manières dont finit la société.**

19.1 La société peut être dissoute par une résolution spéciale.

19.2 La société n'est pas dissoute dans les cas mentionnés dans l'article 1865 du Code civil et la société continuerait dans chacun de ces cas.

Enfin, le comparant, agissant comme indiqué ci-avant, exerçant les pouvoirs attribués et dévolus à l'assemblée générale, a déclaré:

A. Le montant de l'actif net de la Société n'est pas inférieur au capital social de la Société au Luxembourg, comme il a été prouvé au notaire soussigné, et de ce fait les parts sociales sont réputées entièrement libérées.

L'excédent éventuel de l'ancien capital social de la Société aux Bermudes (exprimé en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du présent acte) sur le nouveau capital social de la Société au Luxembourg sera affecté au crédit de l'un des comptes de primes des parts ordinaires.

B. Le premier exercice social de la Société au Luxembourg commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

C. Les personnes suivantes sont nommées en tant que gérants de la Société:

- Pieter Adriaan Cornelis Simon van Nugteren, né le 19 avril 1966 à Meppel (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, pour un temps sans limitation de durée; et

- Peter Lourents van Opstal, né le 12 février 1969 à Zwijndrecht (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, pour un temps sans limitation de durée.

Moi, notaire soussigné ayant connaissance de la langue anglaise, je déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la demande de la comparante, celle-ci, agissant comme indiqué ci-avant, a stipulé qu'en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera seule foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte faite à la comparante, celle-ci a déclaré qu'elle comprend la portée et les conséquences et a ensuite signé la présente minute avec moi, notaire.

Signé: Henryon, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9118. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014095660/862.

(140114417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

**Charme Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 88.675.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth of June,  
Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of Charme Investments S.C.A., a partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 18, Rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 88.675, incorporated by a deed of Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg on 30 July 2002, published in the Mémorial C number 1487 of 15 October 2002 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary on 24 April 2013, published in the Mémorial C number 1784 of 27 July 2013.

The meeting was presided by Frédéric LEMOINE, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Eamonn McDONALD, lawyer, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Aïcha CISSE, lawyer, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the shareholders and the number of shares held by them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II. - That it appears from the attendance list, that six hundred and six thousand five hundred and forty-four (606,544) A shares, seventy-five thousand eight hundred and eighteen (75,818) B shares and seventy-eight thousand three hundred and thirty-four (78,334) C shares are present or represented at the present extraordinary general meeting representing 97.59 % of the share capital (not including the three thousand four hundred and thirty-two (3,432) A shares and four hundred and twenty-nine (429) B shares held by the Company in portfolio) so that the meeting may validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been duly informed ahead of the meeting.

III. - That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Decision to extend the term of the Company until 31<sup>st</sup> December 2017 and subsequently to amend article 2 of the articles of association of the Company.

2. Decision to renew the authorised share capital of the Company fixed at one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000) divided into eight hundred thousand (800,000) A Shares having a par value of one euro twenty-five cent (EUR 1.25) each, one hundred thousand (100,000) B Shares having a par value of one euro twenty-five cent (EUR 1.25) each and one hundred thousand (100,000) C Shares having a par value of one euro twenty-five cent (EUR 1.25) each until 31<sup>st</sup> December 2017.

3. Subsequent amendment to the fifth paragraph of article 5 of the articles of association of the Company.

4. Decision to delete the second paragraph of article 14 of the articles of association of the Company.

5. Decision to amend the third paragraph of article 14 of the articles of association of the Company.

6. Decision to amend part a) (ii) of paragraph 4 of article 18 of the articles of association of the Company.

7. Decision to amend the third paragraph of article 20 of the articles of association of the Company.

8. Decision to delete paragraph B) of article 20 of the articles of association of the Company.

9. Decision to amend the first paragraph of article 24 of the articles of association of the Company.

10. Decision to amend paragraph (b) of part B) of article 25 of the articles of association of the Company.

11. Decision to amend the first and second paragraphs of article 26 of the articles of association of the Company.

IV. - After this had been set forth by the chairman and acknowledged by the members of the meeting, the meeting proceeded to the agenda. The meeting having considered the agenda, the chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were taken unanimously:

*First resolution*

The meeting resolves to extend the term of the Company until 31<sup>st</sup> December 2017 and subsequently to amend article 2 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

**“ Art. 2. Duration.**

2.1. Subject as provided in Article 2.2, the Company shall cease to carry on business on 31<sup>st</sup> December 2017 and shall be wound up as soon as practicable thereafter.

2.2. With the agreement of the Unlimited Shareholder, a resolution of the Shareholders of the Company in general meeting (as defined hereafter in Articles 13 to 16), adopted in the manner required for amendment of these Articles, may either shorten the Company’s duration (including winding-up the Company with effect from the date of such resolution). Such election shall be irrevocable but shall be without prejudice to the earlier termination of the Company for a reason specified in Article 26.

The Company shall not be dissolved on the dissolution or bankruptcy of the Unlimited Shareholder, provided that such latter is promptly replaced by another manager at a Shareholders’ meeting.”

*Second resolution*

The meeting resolves to renew the authorised share capital of the Company fixed at one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000) divided into eight hundred thousand (800,000) A Shares having a par value of one euro twenty-five cent (EUR 1.25) each, one hundred thousand (100,000) B Shares having a par value of one euro twenty-five cent (EUR 1.25) each and one hundred thousand (100,000) C Shares having a par value of one euro twenty-five cent (EUR 1.25) each until 31<sup>st</sup> December 2017.

*Third resolution*

The meeting resolves to amend the fifth paragraph of article 5 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“The Unlimited Shareholder is hereby authorised to issue further A Shares, B Shares and C Shares with or without an issue premium so as to bring the total capital of the Company up to the total authorised share capital in whole or in

part from time to time as it in its discretion may determine and to accept subscriptions for such Shares until 31<sup>st</sup> December 2017.”

*Fourth resolution*

The meeting resolves to delete the second paragraph of article 14 of the articles of association of the Company.

*Fifth resolution*

The meeting resolves to amend the third paragraph of article 14 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. The Unlimited Shareholder may, whenever it thinks fit, convene an extraordinary general meeting of Shareholders. The Unlimited Shareholder must convene an extraordinary general meeting upon the written request of Limited Shareholders holding not less than ten per cent (10%) of the nominal value of the issued capital.”

*Sixth resolution*

The meeting resolves to amend part a) (ii) of paragraph 4 of article 18 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“(ii) as soon as practicable after December 31, 2003 (hereafter referred to as the “Final Closing Date”), or the other prior dates fixed by the Unlimited Shareholder for the capital increase and the issuance of Units to the Additional Limited Shareholders, pursuant to the Shareholders’ Agreement, for an additional amount calculated on the Committed Contributions of the Additional Limited Shareholders. No Start-Up Fee shall be payable on or after 1<sup>st</sup> August 2014.”

*Seventh resolution*

The meeting resolves to amend the third paragraph of article 20 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“The Management Fee shall be paid on a yearly basis, in advance, during the month of December of each year, in relation to the next subsequent year, starting from the incorporation of the Company until 1<sup>st</sup> August 2014.”

*Eighth resolution*

The meeting resolves to delete paragraph B) of article 20 of the articles of association of the Company.

*Ninth resolution*

The meeting resolves to amend the first paragraph of article 24 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“The accounting period (hereafter referred to as the “Accounting Period”) of the Company shall begin on the first of January of each year and shall terminate on (and including) the thirty-first of December of the same year.”

*Tenth resolution*

The meeting resolves to amend paragraph (b) of part B) of article 25 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“(b) from the end of the Investment Period until 31<sup>st</sup> July, 2014, zero point five per cent (0.5%) of the Committed Contributions actually contributed minus (i) any amount contributed reimbursed through Divestment to the Limited Shareholders pursuant to point B 2. hereof, and (ii) an amount equal to the Start Up Fee, the Management Fee and the Fixed Dividend paid up to the relevant FD Calculation Date (i.e., the net amount of the amount contributed invested in target companies), it being understood that during such period, the Fixed Dividend to be paid by the Company to the Unlimited Shareholder, on a yearly basis, shall be equal to, at least, five hundred thousand euro (500,000.-€). Such Fixed Dividend shall be paid by the Company to the Unlimited Shareholder in the form of a dividend or by way of distribution from Free Premium Reserves;”

*Eleventh resolution*

The meeting resolves to amend the first and second paragraphs of article 26 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“A) Subject as provided in Article 2, the Company shall cease to carry on business on 31<sup>st</sup> December 2017 and shall be wound up as soon as practicable thereafter.

The Company shall also cease to carry on business and be wound up as soon as practicable thereafter prior to 31<sup>st</sup> December 2017 upon a resolution of the Shareholders meeting agreeing to the winding-up of the Company passed with the favourable vote of the Unlimited Shareholder.”

### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing person, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing person signed together with us, the notary, the present deed.

### Follows the french version

L'an deux mille quatorze, le trente juin.

Par devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Charme Investments S.C.A., une société en commandite par actions constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 18, Rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88.675, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Frieders notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 juillet 2002 et publié dans le Mémorial C sous le numéro 1487 du 15 octobre 2002 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentaire le 24 avril 2013, publié au Mémorial C sous le numéro 1784 du 27 juillet 2013.

La séance est ouverte sous la présidence de Frédéric LEMOINE, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Eamonn McDONALD, juriste, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Aïcha CISE, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

II Qu'il apparaît selon cette liste de présence que six cent six mille cinq cent quarante-quatre (606.544) actions A, soixante dix-quinze mille huit cent dix-huit (75.818) actions B et soixante dix-huit mille trois cent trente-quatre (78.334) actions C sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire représentant 97,59% du capital social (n'incluant pas les trois mille quatre cent trente-deux (3.432) actions A et les quatre cent vingt-neuf (429) actions B détenues par la Société en portefeuille), de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été informés avant l'assemblée.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

#### Ordre du jour

1. Décision d'étendre la durée de la Société au 31 décembre 2017 et subséquemment de modifier l'article 2 des statuts de la Société.

2. Décision de renouveler le capital autorisé de la Société fixé à un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000 EUR) divisé en huit cent mille (800.000) Actions A ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (1,25 EUR) chacune, cent mille (100.000) Actions B ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (1,25 EUR) chacune et cent mille (100.000) Actions C ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (1,25 EUR) chacune jusqu'au 31 décembre 2017.

3. Modification subséquente du cinquième alinéa de l'article 5 des statuts de la Société.

4. Décision d'effacer le deuxième alinéa de l'article 14 des statuts de la Société.

5. Décision de modifier le troisième alinéa de l'article 14 des statuts de la Société.

6. Décision de modifier la partie a) (ii) de l'alinéa 4 de l'article 18 des statuts de la Société.

7. Décision de modifier le troisième alinéa de l'article 20 des statuts de la Société.

8. Décision d'effacer l'alinéa B) de l'article 20 des statuts de la Société.

9. Décision de modifier le premier alinéa de l'article 24 des statuts de la Société.

10. Décision de modifier l'alinéa (b) de la partie B) de l'article 25 des statuts de la Société.

11. Décision de modifier les premiers et deuxième alinéas de l'article 26 des statuts de la Société.

IV. - Après ce qui a été exposé par le président et reconnu par les membres de l'assemblée, l'assemblée a procédé à l'ordre du jour. L'assemblée ayant examiné l'ordre du jour, le président a soumis au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui ont été prises à l'unanimité des voix:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale décide d'étendre la durée de la Société au 31 décembre 2017 et ensuite de modifier l'article 2 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

##### **« Art. 2. Durée.**

2.1 Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 2.2, la Société cessera son activité le 31 décembre 2017 et sera dissoute aussitôt que possible après cette date.

2.2 Avec l'accord de l'Actionnaire Commandité, une décision des Actionnaires de la Société prise en assemblée générale (telle que définie ci-après aux articles 13 à 16), statuant comme en matière de modification des présents Statuts, peut réduire la durée de la Société (y compris la dissolution de la Société avec prise d'effet à la date d'une telle décision). Une telle décision sera irrévocable mais sera sans préjudice quant à une liquidation antérieure pour une raison spécifiée à l'article 26.

La Société ne sera pas dissoute en cas de dissolution ou de faillite de l'Actionnaire Commandité, pour autant que ce dernier soit promptement remplacé par un autre gérant lors d'une assemblée générale des Actionnaires.»

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de renouveler le capital autorisé de la Société fixé à un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000 EUR) divisé en huit cent mille (800.000) Actions A ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (1,25 EUR) chacune, cent mille (100.000) Actions B ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (1,25 EUR) chacune et cent mille (100.000) Actions C ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (1,25 EUR) chacune jusqu'au 31 décembre 2017.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le cinquième alinéa de l'article 5 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

«L'Actionnaire Commandité est autorisé à émettre des Actions A, B et C supplémentaires avec ou sans prime d'émission afin de porter le capital total de la Société jusqu'au capital autorisé de la Société, en une ou plusieurs fois, à sa discrétion et à accepter la souscription de telles Actions, et ce jusqu'au 31 décembre 2017.»

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide d'effacer le deuxième alinéa de l'article 14 des statuts de la Société.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le troisième alinéa de l'article 14 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

«D'autres assemblées des Actionnaires pourront être tenues aux lieu et date indiqués dans les avis de convocation. L'Actionnaire Commandité pourra, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, convoquer une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires. L'Actionnaire Commandité convoquera une assemblée générale extraordinaire à la requête écrite d'Actionnaires Commanditaires représentant au moins dix pour cent (10%) de la valeur nominale du capital souscrit.»

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier la partie a) (ii) de l'alinéa 4 de l'article 18 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

«(ii) aussitôt que possible après le 31 décembre, 2003 (ci-après «la Date Finale de Clôture»), ou d'autres dates antérieures fixées par l'Actionnaire Commandité pour l'augmentation de capital et l'émission d'Unités aux Actionnaires Commanditaires Supplémentaires, conformément à des Conventions d'Actionnaires, pour un montant additionnel calculé sur les Engagements de Contribution de tous les Actionnaires Commanditaires Supplémentaires. Aucune Commission d'Etablissement ne sera due le ou après le 1<sup>er</sup> août 2014.»

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le troisième alinéa de l'article 20 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

«A partir de la constitution de la société et jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2014, la Commission de Gestion sera payée annuellement, en avance, au cours du mois de décembre de chaque année, pour l'année suivante.»

#### *Huitième résolution*

L'assemblée générale décide d'effacer l'alinéa B) de l'article 20 des statuts de la Société.

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 24 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«L'exercice comptable de la Société (ci-après l'«Exercice Comptable») commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre (y inclus) de cette même année.»

*Dixième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'alinéa (b) de la partie B) de l'article 25 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«(b) A partir de la fin de la Période d'Investissement jusqu'au 31 juillet 2014, zéro virgule cinq pour cent (0,5 %) des Engagements de Contribution souscrits moins (i) tout montant engagé remboursé par Désinvestissement aux Actionnaires Commanditaires, conformément au paragraphe B 2. ci-dessous et (ii) un montant égal à la Commission d'Etablissement, à la Commission de Gestion et au Dividende Fixe payé lors de la Date de Calcul DF (à savoir le montant net de tout montant engagé investi dans des sociétés cibles), étant entendu que pendant cette période le Dividende Fixe qui sera payé chaque année par la Société à l'Actionnaire Commandité sera au moins égal à cinq cent mille euros (500.000.-€). Tel Dividende Fixe sera payé par la Société à l'Actionnaire Commandité sous la forme d'un dividende ou par le biais d'une distribution de la Réserve Libre de Prime;»

*Onzième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le premier et deuxième alinéa de l'article 26 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«A) Sous réserve de ce qui est indiqué à l'article 2, la Société cessera son activité le 31 décembre 2017 et sera dissoute aussitôt que possible après cette date.

La Société cessera aussi son activité et sera dissoute aussitôt que possible après cette date avant le 31 décembre 2017 par décision des Actionnaires prise en assemblée décidant de la dissolution de la Société avec approbation de l'Actionnaire Commandité.»

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. Sur la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et demeure, le comparant a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: Lemoine, McDonald, Cisse, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9123. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014095695/263.

(140114238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

**Braas Monier Building Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.558.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-fourth day of June;

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of Braas Monier Building Group S.A., a société anonyme, incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 148558, (the "Company") incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 7 October 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2112 on 28 October 2009. The articles of association of the Company have been amended for the last time on 6 June 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1593 of 20 June 2014 at.

The Meeting was opened at 8:45 a.m. CET with Maître Guy Harles, Maître en droit, residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Maître Carsten Opitz, Maître en droit, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Maître Christine Kröger, Maître en droit, residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of forty-one thousand six hundred sixty-six euros and sixty-seven cents (EUR 41,666.67) through the issuance of four million one hundred sixty-six thousand six hundred sixty-seven (4,166,667) new ordinary shares in bearer form with a par value of one cent (EUR 0.01) each, waiver of the preferential subscription rights of the sole shareholder of the Company and subscription by BNP Paribas of the new ordinary shares; and

2. Corresponding amendment of article 5.1. of the Company's articles of association.

II. That the sole shareholder represented, the proxies of the represented sole shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed the proxies of the represented sole shareholder and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented sole shareholder, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That the entire share capital being present or represented at the present meeting and the sole shareholder represented declaring that it has had due notice and had full knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting of shareholders resolves to increase the Company's share capital by an amount of forty-one thousand six hundred sixty-six euros and sixty-seven cents (EUR 41,666.67) in order to bring it from its current amount of three hundred fifty thousand euro (EUR 350,000), represented by thirty-five million (35,000,000) shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each, up to a new amount of three hundred ninety-one thousand six hundred sixty-six euro and sixty-seven cents (EUR 391,666.67), through the issuance of four million one hundred sixty-six thousand six hundred sixty-seven (4,166,667) new ordinary shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each, to be all issued in the form of bearer shares and for a subscription price of one cent (EUR 0.01) each (the "New Shares").

The existing shareholder of the Company waives its preferential subscription rights in respect of the New Shares.

All of the four million one hundred sixty-six thousand six hundred sixty-seven (4,166,667) New Shares are subscribed for by BNP Paribas, a société anonyme, incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France, registered with the Paris Trade and Companies' Register (Registre du Commerce et des Sociétés) under number 662042449 RCS Paris, represented for the purpose hereof by Carsten Opitz, Maître en droit, by virtue of a proxy given on 23 June 2014 in London, at an aggregate subscription price of forty-one thousand six hundred sixty-six euro and sixty-seven cents (EUR 41,666.67), to be entirely allocated to the nominal share capital of the Company.

All four million one hundred sixty-six thousand six hundred sixty-seven (4,166,667) New Shares have been fully paid-up in cash prior to the present meeting so that the amount of forty-one thousand six hundred sixty-six euro and sixty-seven cents (EUR 41,666.67) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

*Second resolution*

As a consequence of the first resolution above, the Meeting resolves to amend article 5.1. of the Company's articles of association as follows:

**" Art. 5 Share capital.**

5.1 The Company's share capital is set at three hundred ninety-one thousand six hundred sixty-six euro and sixty-seven cents (EUR 391,666.67), represented by thirty-nine million one hundred sixty-six thousand six hundred sixty-seven (39,166,667) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each which are fully paid up."

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this present deed are estimated at approximately two thousand euro.

There being no further business, the meeting is closed at 9 a.m. CET.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing parties, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same proxyholder of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The deed having been read to the proxyholder of the above appearing parties known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de droit civil de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est déroulée une assemblée générale extraordinaire des actionnaires («l'Assemblée») de Braas Monier Building Group S.A., une société anonyme constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148558, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 7 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 28 octobre 2009 numéro 2112. Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 6 juin 2014 selon un acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 20 juin 2014 numéro 1593 (ci-après la «Société»).

L'Assemblée est ouverte à 8 heures 45 sous la présidence de Maître Guy Harles, Maître en droit, résidant à Luxembourg;

lequel désigne comme secrétaire Maître Carsten Opitz, Maître en droit, résidant à Luxembourg.

L'Assemblée élit Maître Christine Kröger, Maître en droit, résidant à Luxembourg, comme scrutateur.

L'Assemblée étant ainsi constituée, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter:

I- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quarante-et-un mille six cent soixante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 41.666,67) par l'émission de quatre millions cent soixante-six mille six cent soixante-sept (4.166.667) nouvelles actions ordinaires au porteur ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, renonciation de l'actionnaire unique au droit préférentiel de souscription attaché aux actions nouvellement émises, et souscription par BNP Paribas des nouvelles actions ordinaires; et

2. Modification correspondante à l'article 5.1. des statuts de la Société;

II. Que l'actionnaire unique représenté, les mandataires de l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence, cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires de l'actionnaire unique représenté ainsi que les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations de l'actionnaire unique représenté, signées ne varietur, par les personnes comparantes resteront attachées à cet acte.

III- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire unique représenté se reconnaissant dument convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée, après avoir délibéré, demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quarante-et-un mille six cent soixante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 41.666,67) afin de le porter de son montant actuel de trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000), représenté par trente-cinq millions d'actions (35.000.000) ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, à un nouveau montant de trois cent quatre-vingt-onze mille six cent soixante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 391.666,67), par l'émission de quatre millions cent soixante-six mille six cent soixante-sept (4.166.667) nouvelles actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune et toutes émises sous la forme d'actions au porteur et pour un prix de souscription d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Nouvelles Actions»).

L'actionnaire actuel de la société renonce à son droit préférentiel de souscription attaché aux Nouvelles Actions.

L'intégralité des quatre millions cent soixante-six mille six cent soixante-sept (4.166.667) Nouvelles Actions a été souscrite par BNP Paribas, une société anonyme, constituée selon les lois de la France, ayant son siège social au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro 662042449 RCS Paris, ici représentée par Monsieur Carsten Opitz, Maître en droit, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juin 2014 à Londres, pour un prix total de souscription de quarante-et-un mille six cent soixante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 41.666,67) intégralement alloué au capital social de la société.

La totalité des quatre millions cent soixante-six mille six cent soixante-sept (4.166.667) Nouvelles Actions a été intégralement libérée en numéraire avant la présente assemblée, le montant total de quarante-et-un mille six cent soixante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 41.666,67) est à la disposition de la Société, tel qu'il a été démontré au notaire soussigné.

111792

*Deuxième résolution*

Suite à la résolution précédente, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société comme suit:

**“ Art. 5. Capital Social.**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trois cent quatre-vingt-onze mille six cent soixante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 391.666,67), représenté par trente-neuf millions cent soixante-six mille six cent soixante-sept (39.166.667) actions d'une valeur nominale d'un cent d'euro (EUR 0,01) chacune»

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont évalués à environ deux mille euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 9 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant, ledit mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. HARLES, C. OPITZ, C. KRÖGER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 25 juin 2014. Relation: EAC/2014/8725. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014095561/152.

(140114575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

---

**Selenga S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 142.745.

*Extrait des résolutions prises par assemblée générale ordinaire de la société en date du 26 avril 2013*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 26 avril 2013 que Monsieur Arnaud van Marcke de Lummen, avec adresse professionnelle au 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, ainsi que Monsieur Francis Welscher, avec adresse professionnelle au 121-127, avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage, ont été élus nouveaux administrateurs de la société pour une durée qui expirera lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24 juin 2014.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2014088750/15.

(140104965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

---

**Spimelux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4394 Pontpierre, 2A, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 108.285.

*Extrait du conseil d'administration du 20/06/2014*

Il résulte d'une décision du Conseil d'Administration de la société en date du 20/06/2014 de modifier le pouvoir de signature pour la gestion journalière de Monsieur Vincenzo Fabi Cannella, demeurant à I - 63036 Spinetoli, (AP), 113, Via de Gasperi Alcide, (Italie), à savoir que son pouvoir sera de signature sera défini comme tel:

«signature individuelle pour les opérations inférieures EUR 25.000,- avec une exclusion formelle de quelconque type de rapport et délégation avec le personnel employé»

Pour extrait conforme

Benvindo Mendes / Michel Pires / Vincenzo Fabi Cannella

Référence de publication: 2014088756/15.

(140105322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

---